

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion  
Département des sciences économiques

## MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Économie monétaire et bancaire

### *Thème*

# Analyse du processus de la création monétaire en Algérie

Préparé par :

- M<sup>elle</sup>: Benhellal Liza
- M<sup>elle</sup> : Bekkour Sara

Dirigé par :

- Mr: Ghanem Lyes

Président : Mr Gana Brahim

Examineur : Mr Kaci Said

Année universitaire : 2020/2021

## ***Remerciements***

***On tient à remercier DIEU, tout puissant pour nous avoir donné santé, courage et foi afin de réaliser ce travail.***

***Nous tenons à exprimer notre gratitude et tous nos remerciements à notre encadreur Mr GHANEM Lyes, d'avoir accepté de diriger ce mémoire, pour sa patience, ses conseils, ses orientations et surtout sa générosité.***

***On exprime aussi nos précieux sentiments de gratitude et de reconnaissance à tous ceux qui nous ont enseigné, notamment, les cadres enseignants à la faculté des sciences économique, gestion et commerciale, université Abderrahmane Mira de Bejaïa.***

***Nos remerciements s'adressent également aux membres de jury d'avoir accepté de lire et d'évaluer ce mémoire.***

***Enfin, nous remercions nos chers parents pour leurs conseils précieux tout au long de nos études, et sans oublier tous ceux qui nous ont soutenues, de près et de loin, durant la préparation de ce mémoire.***

## *Dédicaces*

*Je dédie ce modeste travail ;*

*A mes très chers parents qui m'ont encouragé et soutenue tout au long de mon  
parcours scolaires ;*

*A mes chers frères Walid, Karim et Yanis ;*

*A toute ma famille BEKKOUR et SAIDI ;*

*A mes très chers Maissa et Fahim pour leur présence et leurs nombreux  
encouragements ;*

*A ma chère binôme LIZA, pour son soutien moral, sa patience et pour tous les  
bons moments qu'on a passés ensemble, ce fut un plaisir de travailler avec toi ;*

*A tous les étudiants de la promotion EMB*

*Sara*

## *Dédicaces*

*Je dédie ce modeste travail ;*

*A mes très chers parents qui m'ont toujours éclairé le chemin de la réussite, qui  
m'ont soutenue tout au long de mon parcours d'étude ;*

*A la mémoire de mon grand père, que dieu l'accueille dans son vase paradis ;*

*A ma grande Sœur Samira et toute la famille Benhellal et Zebboudj ;*

*A mon très cher Amine qui fut ma meilleure rencontre*

*A mes très chères copines, Khadija, Lina, Syrine, et Maissa*

*A ma chère binôme Sara avec laquelle j'ai partagé ce travail et que j'ai passé des  
moments inoubliable;*

*A tous les étudiants de la promotion EMB*

*Liza*



*Liste des  
abréviations*

## **Liste des abréviations**

**ANF** : Agents non financiers

**AE** : Avoirs extérieurs

**BA** : banque d'Algérie

**BP** : Balance des paiements

**BC** : Banque centrale

**BC** : balance commerciale

**BK** : Balance des capitaux

**DA** : Dinars Algérien

**CCP** : Centres de chèques postaux

**CF** : Circulation fiduciaire

**EC** : Établissements de crédits

**EL** : Épargne logement

**EA** : Épargne affecté

**EPI** : Épargne projet et investissement

**EO** : Emprunt obligatoire

**FP** : Fond propre

**FMI** : Fond monétaire internationale

**I** : Investissement

**Ir** : intérêt réel

**IFM** : institutions financières monétaires

**LDD** : Livret de développement durable

**Mds** : Milliards

**M2** : Masse monétaire

**PAS** : Plan d'ajustement structural

**PIB** : Produit intérieur brut

**SGT** : Solde globale du Trésor

**SONATRACH** : Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures

**US**: United States

**Y**: Production



# *Sommaire*



# Sommaire

<b>Introduction générale.....</b>	<b>01</b>
<b>Chapitre I: Généralités sur la monnaie et la création monétaire</b>	
Introduction.....	05
Section 01 : Notions sur la monnaie .....	05
Section 02 : La création monétaire.....	15
Conclusion.....	22
<b>Chapitre II : Présentation de la politique monétaire</b>	
Introduction.....	23
Section 01 : La politique monétaire selon les approches de la pensée économique.....	23
Section 02 : Objectifs, instruments et canaux de transmission de la politique monétaire.....	30
Conclusion.....	45
<b>Chapitre III : L'analyse de la création monétaire (le cas de l'Algérie)</b>	
Introduction.....	46
Section 01 : L'impact des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie.....	46
Section 02 : L'évaluation de la situation monétaire en Algérie.....	57
Conclusion.....	74
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>76</b>

## Annexes

### Bibliographie

### Liste des tableaux

### Liste des figures

### Table des matières

### Résumé



*Introduction*

*générale*

### **Introduction générale**

L'échange a toujours été un élément fondamental de l'économie d'un pays, et c'est la monnaie qui rend cet échange possible. Selon Dominique Plihon « la monnaie est l'un des instruments les plus utilisés dans notre vie quotidienne. Grâce à elle, l'échange se facilite et l'économie de troc est abandonnée ».<sup>1</sup>

La monnaie est considérée comme une composante essentielle de toute économie développée, et dans le but d'atteindre une croissance économique importante, il serait souhaitable de favoriser sa création pour satisfaire les besoins monétaires. La création monétaire est « un moyen exceptionnel pour faire face aux crises financières, la carence monétaire, le manque de liquidité et le souci de subvenir aux dépenses publiques, ainsi que la préoccupation d'assurer aux citoyens le paiement des salaires ».<sup>2</sup>

La création de la monnaie provient principalement de l'octroi des crédits par les banques, ce qui signifie mettre en circulation une nouvelle quantité de monnaie. Pour cela, la banque centrale doit mettre en œuvre une politique monétaire qui va lui permettre de contrôler la quantité de monnaie en circulation.

La politique monétaire est une politique de régulation assurée par la banque centrale, elle consiste à procurer la quantité de monnaie nécessaire pour satisfaire les besoins des agents économiques. D'autre part, la banque centrale a pour objectif principal la stabilité des prix ; afin d'atteindre cet objectif, les autorités monétaires cherchent à atteindre premièrement les objectifs intermédiaires en utilisant une variété d'instruments connus, à savoir : l'encadrement de crédit, le refinancement direct auprès de la banque centrale, les opérations d'Open market ainsi que réserves obligatoires.

Selon les dispositions de l'article 2 de la loi sur la monnaie et le crédit « la monnaie fiduciaire est constituée de billets de la banque et de pièces de monnaie métallique, le privilège de la monnaie fiduciaire appartient à l'État, l'exercice de ce privilège est délégué à titre exclusif à la banque centrale ». Cette dernière détient le monopole de la création monétaire à travers les contreparties de la masse monétaire à savoir : les avoirs extérieurs, les crédits à l'économie et les crédits à l'État.

---

<sup>1</sup> Dominique plihon « La monnaie et ses mécanismes » Ed la découverte, Belgique, p5

<sup>2</sup> Boumeddane. Zaza, « La réglementation juridique de la création monétaire en Algérie », université d'Oran, janvier 2020, p33

Suite à la décennie noire des années 80 qui a eu un impact négatif sur l'économie algérienne. L'Algérie s'est trouvée dans une situation d'incapacité de payer sa dette extérieure. A partir de 1994, l'Algérie opte pour le principe de rééchelonnement de la dette et le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI. Par ailleurs, les indicateurs macro-économiques s'améliorent : l'encours de la dette extérieure baisse sensiblement (de 100% de la valeur des exportations en 1994 à 22% en 2001).

A partir de l'année 2000, l'économie algérienne se caractérise par de bonnes performances macro financières (viabilité de la balance des paiements et de la dette extérieure, stabilisation des taux de change réel, amélioration de la situation des finances publiques, amélioration de la liquidité bancaire...) qui ont débouché en 2002 sur un rythme de croissance appréciable avec une maîtrise de l'inflation.<sup>3</sup>

Cette période est caractérisée par une forte expansion de la masse monétaire, où elle passe de 343 milliards de dinars en 1990 à 8280,7 milliards de dinars en 2010, jusqu'à 16636,7 milliards de dinars en 2018, cette période est caractérisée par une forte création monétaire.

Par ailleurs, la croissance économique en Algérie dépend de la rente pétrolière. La hausse des prix du pétrole à partir des années 2000 a permis de restaurer l'équilibre macro-économique, comme il a permis aux autorités monétaires de détenir des moyens de financement, visant la stimulation de la croissance économique dans le but de réaliser leurs ambitions de développement économique et social.

L'objectif principal de notre recherche consiste à analyser le processus de la création monétaire en Algérie, autrement dit : **comment la monnaie est elle créée en Algérie ?**

Afin d'apporter des éclaircissements sur la problématique posée, on doit répondre aux questions suivantes :

- Qu'elle est l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie ?
- Qu'elles sont les sources de la création monétaire en Algérie ? et qu'elle est la source dominante de cette création à partir des années 2000 ?

Notre recherche est basée sur les hypothèses suivantes :

- Les fluctuations des prix du pétrole affectent indirectement les sources de la création monétaire.

---

<sup>3</sup> Rapport banque d'Algérie 2002

➤ Les avoirs extérieurs sont considérés comme la source principale de la création monétaire en Algérie à partir des années 2000.

### **Méthodologie de recherche**

Pour pouvoir répondre à notre problématique, et à l'aide d'une recherche bibliographique basée sur des ouvrages, des revues, des articles et des mémoires relatifs à notre thème, nous avons divisé notre travail en deux approches :

- Approche théorique consacré à l'étude des aspects théoriques de la monnaie et sa création.
- Approche empirique basée sur l'analyse des données statistiques portant sur la situation monétaire en Algérie.

### **Structure du travail**

Afin d'analyser le processus de la création monétaire en Algérie, nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre intitulé « généralités sur la monnaie et la création monétaire », qui sera divisé en deux sections. La première porte sur la monnaie, son origine, ses fonctions et ses différentes formes ainsi que l'ensemble des agrégats qui la mesurent. La deuxième section est dédiée à la création monétaire où nous présenterons les différents acteurs, sources et limites de cette création.

Le deuxième chapitre intitulé « présentation de la politique monétaire » qui est structuré en deux sections. Dans la première on va définir la politique monétaire et ses différents courants de la pensée économique et la seconde portera sur les objectifs, les instruments et les canaux de transmission de la politique monétaire.

Enfin le chapitre trois « l'analyse de la création monétaire en Algérie » qui fait l'objet d'une réponse à notre problématique, est divisé en deux sections. La première portera sur l'impact des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie, et la deuxième section repose sur l'étude de la situation économique en Algérie à partir des années 2000.

Nous terminerons notre travail par une conclusion générale, dans laquelle nous exposerons les résultats les plus importants.

# *Chapitre I*

*Généralités sur la monnaie et la création monétaire*

**Introduction**

La monnaie joue un rôle vital dans le fonctionnement de l'économie ainsi que de la société ; par conséquent, contrôler sa création est une question décisive. On attribue toujours la capacité de créer de la monnaie aux banques centrales; en effet cela dépend davantage des activités des banques, où ces dernières sont presque capables de créer de la monnaie à partir de rien. Cependant ce pouvoir ne s'applique qu'à l'ensemble du secteur bancaire, par contre il ne s'applique pas aux banques considérées isolément.

A travers ce chapitre, nous présenterons dans la première section les formes et les fonctions de la monnaie, ainsi que l'ensemble des agrégats monétaires.

Et dans la deuxième section nous allons étudier la façon dont la monnaie est créée par les banques et les institutions de dépôts, et on termine avec les contreparties de la masse monétaire ainsi que les limites de la création monétaire.

**Section N°1 : Notions sur la monnaie**

Dans cette première section on va aborder la définition de la monnaie, ensuite son origine et ses fonctions ainsi que ses différentes formes et on termine avec l'ensemble des agrégats qui la mesure.

**1.1. Définition de la monnaie**

La notion de la monnaie est complexe à définir, les spécialistes la définissent en se basant sur des différentes approches.

Selon JAFFER.P la monnaie est « l'invention qui a mis fin au troc et a permis le développement des échanges et de l'économie marchande ».<sup>4</sup>

En revanche CHAINEAU.A donne une autre version de la définition de la monnaie, et selon lui la monnaie est « tout actif qui tire son utilité de sa fonction de moyen de règlement de la dette-crédance qui naît d'une transaction achat-vente ».<sup>5</sup>

A son tour HUIMY.M définit la monnaie comme étant « un instrument d'échange qui permet l'achat immédiat de tous les biens, services et titres, sans coût de transaction ni coût de recherche et qui conserve la valeur entre deux échanges ».<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> Philippe.Jaffré « Economie et politique monétaire ». Ed Economica, 4<sup>ème</sup> Ed Paris 1996, p8

<sup>5</sup> Chaineau.A « Qu'est ce que la monnaie ». Ed Economica, 2<sup>ème</sup> Ed paris 1997, p3



A travers ces trois définitions on retient que la monnaie est un moyen de paiement et un instrument de réserve de valeur. C'est un bien économique produit par un agent économique spécifique, elle est utilisée par les gens pour l'achat de biens et services auprès d'autres individus.

## **1.2. Origine et aperçu historique sur la monnaie**

Le terme français « monnaie » provient du latin « moneta ». En effet, vers le milieu du III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, les romains installent à côté du temple de Junon leur premier atelier de pièces métalliques, dont certaines à l'effigie de la déesse « moneta » qui est à l'origine du terme. D'une part, des formes de monnaies ont existé bien auparavant, on en trouve des traces plus de 1700 ans avant Jésus-Christ dans le code de « Hammurabi », d'autre part des instruments monétaires ont servi à l'échange dans des sociétés dites primitives, on en trouve les barres de sel, épi d'orge ou de maïs, des petits objets manufacturés, etc.

Traditionnellement, on attribue la naissance de la monnaie dans sa forme métallique à la Lydie « Anatolie » au début de VII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, c'est la date d'apparition des pièces d'électrum ou ces dernières représentent des alliages naturels d'or et d'argent.<sup>7</sup>

## **1.3. Les fonctions de la monnaie**

On dit qu'une économie est parfaite lorsqu'elle remplit trois fonctions essentielles, elle constitue à la fois une unité de compte, un intermédiaire des échanges ainsi qu'une réserve de valeur, comme elle joue aussi une fonction sociale et politique, elle est considérée comme un élément essentiel à l'équilibre des sociétés.

### **1.3.1. La monnaie unité de compte**

On dit que la monnaie est une unité de compte lorsqu'elle est utilisée pour évaluer les biens et services échangés dans l'économie. La monnaie est donc «un instrument de mesure de la valeur pratique car, il simplifie le système des prix, il facilite par conséquent l'échange marchand »<sup>8</sup> ;

---

<sup>6</sup> Ruimy.M « Économie monétaire » Ed ellipses, 4<sup>ème</sup> Ed, Paris 2004, p23

<sup>7</sup> Brana.S et Cazals.M « La monnaie » 3<sup>ème</sup> Ed, Paris 2014, p9

<sup>8</sup> Mari Delaplace « Monnaie et financement de l'économie » 4<sup>ème</sup> Ed, p30

comme « elle permet le calcul économique, et elle homogénéise les prix de l'ensemble des biens et services, fournissant une unité de mesure unique ». <sup>9</sup>

Auparavant l'unité de compte utilisée était fixée en utilisant par exemple des aliments de base comme le blé par exemple, mais dans les économies modernes, une unité de compte est généralement une devise comme par exemple le Yen au Japon, l'euro à l'Union Européenne, etc.

### **1.3.2. La monnaie intermédiaire des échanges**

La seconde fonction attribuée à la monnaie c'est d'être un intermédiaire des échanges. Selon Monique.B « c'est la fonction de la monnaie la plus connue et sans doute la plus importante est d'être un instrument de paiement : la monnaie facilite les échanges de biens et de service qui, sans elle, devraient s'effectuer selon les mécanismes assez peu maniables du troc ». <sup>10</sup>

C'est avec de la monnaie qu'on se procure un bien, qu'on l'achète c'est en monnaie que l'on vend un bien. L'échange direct, ou troc, n'est plus que marginal dans nos sociétés modernes. <sup>11</sup>

Il s'agit d'un mode de paiement utilisé par les agents économiques dans leurs transactions, il permet d'acquiescer n'importe quel bien ou service. Comparé au troc, il favorise la communication.

### **1.3.3. La monnaie réserve de valeur**

La troisième fonction que la monnaie remplit est celle de réserve de valeur et un instrument d'épargne. En effet elle permet de renoncer à une consommation immédiate pour accroître la quantité de produits achetés dans le futur. Selon J.M.Keynes « l'importance de la monnaie découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et le futur ». <sup>12</sup>

La monnaie permet de conserver un pouvoir d'achat ; selon Besnard.D et Redon.M « elle permet, en effet de conserver un pouvoir d'achat et le vendeur d'un bien accepte de recevoir de la monnaie s'il est sûr de pouvoir acquiescer n'importe quel bien ou service aux mêmes conditions d'échange lorsqu'il les désirera. La monnaie permet ainsi de différer l'utilisation de ressources ; elle constitue le lien privilégié entre le présent et le futur ». <sup>13</sup>

---

<sup>9</sup> Jean Pierre Faugere « La monnaie et la politique monétaire » Ed Seuil.1996, p13

<sup>10</sup> Monique Béziade « La monnaie » 2<sup>ème</sup> Ed. Paris 1985, p15

<sup>11</sup> Philippe.J, op-cit, P7

<sup>12</sup> J.M.Keynes « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Ed Macmillan, 1973, p295

<sup>13</sup> Besnard.D et Redon.M « La monnaie : politique et institutions » Ed Dunod, 2<sup>ème</sup> Ed, 1985, p3

**1.4. Les différentes formes de la monnaie**

La monnaie existe en deux formes : les formes anciennes et les formes actuelles.

**1.4.1. Les formes anciennes****A. La monnaie marchandise**

Les premières monnaies étaient des objets, des marchandises, qui tiraient initialement leurs valeurs de leur emploi en tant que marchandise, autrement dit qui avaient une valeur intrinsèque.

Différents types de marchandises ont joué le rôle de remplir les fonctions de la monnaie qui devaient être appréciées de toute la communauté dans laquelle elles sont apparues.

- Une marchandise satisfaisant un besoin essentiel pour l'ensemble de la communauté. C'est le cas par exemple du bétail chez les éleveurs. Le bœuf a ainsi été utilisé comme monnaie-marchandise par les Égyptiens, les Grecs, les Romains et par certains Germains. C'est aussi le cas de la morue à Terre-Neuve, de l'épi d'orge en Mésopotamie, de la feuille de thé dans le sud de l'Asie, du tabac en Virginie, etc ;
- Une marchandise ayant valeur d'ornement. C'est le cas des coquillages comme le cauri en Chine, en Inde ou encore au Brésil et même en Afrique. C'est aussi le cas des pierres précieuses telles que les turquoises chez certains Indiens d'Amérique ;
- Des instruments de travail comme hache, pelles en fer, en Afrique centrale.<sup>14</sup>

La monnaie marchandises a donc une double utilité : une utilité spécifique en tant que bien satisfaisant un besoin particulier et une utilité universelle en tant qu'instrument d'échange.

**B. La monnaie métallique**

Avec le développement de l'échange économique et l'apparition de relations internationales régulières et la naissance des états, les monnaies métalliques s'imposent. Deux métaux tiennent un rôle primordial du fait de leur qualité et de leur relative rareté, l'or et l'argent, mais d'autres métaux sont utilisés, notamment l'étain et le cuivre, pour réaliser des alliages de titre plus ou moins élevé.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Mari Delaplace , op-cit, p18

<sup>15</sup> Besnard.D et Redon.M, op-cit, p4

La monnaie métallique s'est développée selon trois grandes étapes :

- La monnaie pesée : en Égypte, deux mille ans avant notre ère, la monnaie pesée apparut sous formes de lingots encombrants dont il fallait mesurer le poids au moment de chaque transaction.<sup>16</sup>
- La monnaie comptée : les lingots se transforment en petites pièces, il fallait alors juste de compter les pièces pour déterminer la quantité d'or ou d'argent.
- La monnaie frappée : les autorités concernées frappent sur les pièces des inscriptions pour indiquer le poids ainsi que la valeur de la pièce.

### **1.4.2. Les formes actuelles**

#### **A. La monnaie fiduciaire**

Cette monnaie est acceptée en vertu de la confiance accordée à son émetteur, d'où le nom de monnaie fiduciaire est donné (Fiducia veut dire confiance en latin).<sup>17</sup>

On appelle aussi cette monnaie des « espèces » ou encore de la « monnaie manuelle » car la circulation se fait de main en main.

La monnaie fiduciaire est constituée des pièces (monnaie divisionnaire) et des billets ;

- **La monnaie divisionnaire (les pièces)**

La monnaie divisionnaire représente l'ensemble de pièces ou monnaie métallique émise par le Trésor, d'où ce dernier les vend à leur valeur qui est inscrite en la pièce à la banque centrale qui va alors les mettre en circulation (représente 1% de la monnaie total). Elle est utilisée pour régler des transactions à faibles montants.

- **Les billets**

Dans un premier temps, les billets de banques représentent de simples certificats représentatifs de dépôts d'or et circulant comme moyen de paiement... dans une étape ultérieure, les billets deviennent convertibles seulement pour de gros montants, puis totalement inconvertibles.

---

<sup>16</sup> Dominique Plihon « La monnaie et ses mécanismes » Ed la découverte, Belgique, p7

<sup>17</sup> Idem p8

Aujourd'hui, la notion de convertibilité se limite à la possibilité de transformation en une autre forme de monnaie ou en une monnaie émise à l'étranger.<sup>18</sup>

Les billets de banque qui sont fabriqués et mis en circulation par les banques centrales nationales, ont pour but de faciliter les transactions commerciales les plus importantes, leur valeur est nettement supérieure à celle des pièces (les billets de banque représentent 12 % de la monnaie total en France)

## **B. La monnaie scripturale**

La monnaie scripturale est constituée par les dépôts à vue et les comptes créditeurs que les agents non financiers (ANF) possèdent dans des établissements de crédit et aux centres de chèques postaux (CCP).<sup>19</sup>

La monnaie scripturale est considérée comme un simple jeu d'écriture, elle est constituée par les soldes créditeurs des comptes disponibles à vue et immédiatement transférables.

Les principaux instruments de circulation de la monnaie scripturale entre les agents économiques sont :

- **Les chèques bancaires**

Le chèque c'est une instruction qu'un client donne à sa banque de payer un montant à une autre personne en échange du chèque, il permet aussi des retraits en espèces aux guichets des banques.<sup>20</sup>

- **Le virement bancaire**

En établissant un ordre de virement, un client d'une banque donne l'ordre au gestionnaire de son compte de débiter son compte de la somme indiquée et de transférer cette somme au titulaire du compte qui est mentionné.

---

<sup>18</sup> Besnard.D et Redon.M, op-cit, p5

<sup>19</sup> Dominique plihon, op-cit, p13

<sup>20</sup> NB : Ce n'est pas les chèques qui sont considérés comme monnaie scripturale, mais ce sont les dépôts à vue transférables. Donc ce qui circule ce sont des dépôts entre banques sous forme de virements par jeux d'écriture.

En effectuant cette opération, on peut transférer des sommes directement du compte bancaire à un autre, sans passer par un moyen de paiement comme le chèque.

### **C. La monnaie électronique**

Il est préférable de parler de « nouveaux moyens de paiement » ou de « transferts électroniques de fonds » puisqu'il s'agit de l'utilisation des techniques modernes de circulation de monnaie scripturale.<sup>21</sup>

Avec le développement de la technologie et d'internet, il est désormais moins coûteux de payer électroniquement. Au lieu de se déplacer ou d'envoyer un chèque, on peut tout simplement se connecter sur le site internet de sa banque et transmettre un ordre de paiement.

De nombreuses techniques sont apparues pour effectuer le paiement électronique ;

- **Carte de débit**

Les cartes de débit permettent aux clients d'acheter des biens et services en transférant directement des fonds de leurs comptes bancaires à ceux des commerçants concernés.

- **Le porte-monnaie électronique**

C'est une carte pré chargée d'unités de monnaie électronique qui correspondent à une somme qui y a été créditée. Il peut être rechargé. Il permet d'effectuer des paiements de faible montant sans avoir recours à des pièces.<sup>22</sup>

**Tableau N°01 : les formes de la monnaie**

<b>Forme de la monnaie</b>		<b>Définition</b>
<b>Anciennes</b>	<b>Monnaie marchandise</b>	Elle représente le bétail, les coquillages, épices, les étoffes, etc. Qui ont été les moyens d'échanges qui devrait être durable pour être stockés, divisibles et suffisamment rares pour que les individus aient envie de les détenir.

<sup>21</sup> Besnard.D et Redon.M, op-cit, P6

<sup>22</sup> Mari Delaplace , op-cit, p41

	<b>Monnaie métallique</b>	Elle représente les métaux précieux (Or et argent), d'abord sous forme de lingots, puis sous forme de pièces .La valeur de la pièce est liée à la valeur du métal.
<b>Nouvelles</b>	<b>La monnaie fiduciaire</b>	Elle prend la forme de pièce et/ou de billets de banque émis par la banque centrale. La valeur de cette monnaie est liée à la confiance des agents économiques en l'économie du pays.
	<b>La monnaie scripturale</b>	Elle désigne les dépôts a vus possédés par les agents économiques dans les comptes courants des banques. Elle circule grâce aux chèques, aux virements bancaires et aux cartes de crédits.
	<b>La monnaie électronique</b>	Elle est un moyen de règlement utilisant les cartes de paiements, ces dernières permettent des retraits d'argent dans les guichets automatique des banques et des paiements chez les commerçants. Elle concerne aussi les systèmes électroniques d'encaissement.

**Source :** Établie par nous même a partir de Brana.S et Cazals.M «La monnaie », Ed Dunod, paris 1997 P 12-13 et Capul.j-v «l'économie et les sciences sociale de A à Z »ED Hatier, paris 2005 P194.

## 1.5. La masse monétaire

### 1.5.1. Définition de la masse monétaire

La masse monétaire peut être définie comme : « la quantité totale de monnaie dans une économie ou ensemble des différentes formes de monnaie et moyens de paiements, y compris certains actifs susceptibles d'être rapidement convertis en liquides ». <sup>23</sup>

La masse monétaire est donc l'ensemble ou la somme des actifs monétaires des agents économiques non bancaires. Ces derniers à savoir les ménages et les entreprises dont les actifs monétaires représentent les encaisses et les dépôts, on calcule alors que : la masse monétaire regroupe les billets en circulation (circulation fiduciaire) et les dépôts des ménages et des entreprises ainsi que les dépôts d'institutions du Trésor (collectivités locales).

<sup>23</sup> Parkin.M ; Bade.R et Carmichel « Introduction à la macroéconomie moderne », Ed ERPI, 2010.

La monnaie interbancaire (monnaie qui circule dans le marché interbancaire) n'est pas intégrée dans la masse monétaire, parce que son titulaire sont des banques et non pas des agents non bancaires.

### **1.5.2. La mesure de la masse monétaire (agrégats monétaire)**

La quantité de monnaie en circulation dans une économie est mesurée par les agrégats monétaires, on distingue quatre, du plus liquide au moins liquide.

#### **1.5.2.1. Les agrégats monétaires**

Les agrégats monétaires sont des mesures statistiques qui permettent de mesurer la quantité de monnaie dans le but d'en contrôler l'évolution.

#### **1.5.2.2. Définition et choix des agrégats monétaires**

Afin de permettre la définition et la mise en œuvre d'une politique monétaire unique, il était nécessaire de construire une batterie d'agrégats monétaires parfaitement homogènes.

Comme, il est obligé de distinguer entre les institutions financières monétaires (IFM) et agents non monétaires.<sup>24</sup>

- Les IFM représentent une catégorie des institutions créant de la monnaie, qui ensemble, forment le secteur émetteur de la monnaie.
- Les agents non monétaires représentent le secteur détenteur de monnaie. Il s'agit des ménages (entrepreneurs individuels et particuliers).

#### **A. L'agrégat M1 : les disponibilités monétaires**

L'agrégat M1, le plus étroit rassemble tous les moyens de paiements, y compris :

- Les billets émis par la banque centrale ;
- La monnaie divisionnaire (pièces métalliques) ;
- Les dépôts à vue mobilisables par chèques gérés par les établissements de crédit (E.C), le Trésor et les comptes chèques postaux (C.C.P).

L'agrégat M1 est donc un instrument immédiat de transaction.

---

<sup>24</sup> Mari Delaplace , op-cit, p71



**B. L'agrégat M2**

L'agrégat M2 comprend, en plus M1 :

- L'ensemble des placements à vue de monnaie nationale rémunérés gérés par les E.C et le Trésor public, et non mobilisables par chèques (comptes sur livrets ordinaires dans les banques, comptes sur livrets A, livret d'épargne populaire, livret de développement durable (LDD), compte d'épargne logement, etc.)
- L'ensemble des actifs monétaires disponibles à vue ou avec un préavis inférieur ou égale à trois mois, rémunéré ou non, ou à terme mais d'une durée inférieure à deux ans qui sont les plus directement liés aux transactions sur biens et services.

Tous ces placements ont une caractéristique commune : ils ne sont pas utilisables directement pour les règlements mais ils sont convertis « à vue » en moyen de paiement.

**C. L'agrégat M3**

L'agrégat M3 est constitué de M2 auquel s'ajoutent les éléments suivants ;

- Les dépôts à vue et autres dépôts, titres de créances négociables en devises étrangère ;
- Les dépôts à termes (banques, trésor public, caisse d'épargne) ;
- Opérations à terme sur titres ;
- Les actions et parts émises par les SICAV à court terme ;
- Certificats de dépôts ;
- Bons d'I.F.S et des sociétés financières ;
- Billets de trésorerie de la caisse Nationale des télécom.

$M3 = M2 + EA$ .

E.A : Épargne affectée ( $M3 - M2$ ) = dépôts d'épargne logement (EL) + dépôts d'épargne projet et investissement (EPI) + emprunts obligatoires à + d'un an (EO).

**D. L'agrégat M4 <sup>25</sup>**

L'agrégat M4 inclus, en plus de M3, les billets de trésorerie et les bons du Trésor des sels A.N.F résidants.

---

<sup>25</sup> Sylvie Lecarprentier-Moyal « Agrégats monétaires pondérés », Ed Economica, Paris, 1998, p91

**Section 2 : La création monétaire**

Après avoir présenté les mécanismes de la création monétaire, nous étudierons ensuite ce qu'on appelle les sources et les contreparties de la création monétaire.

**1. Le mécanisme de la création monétaire****1.1. Définition de la création monétaire**

La création monétaire peut être définie comme les modalités par lesquelles une nouvelle monnaie vient augmenter la quantité de monnaie détenue par les agents non financiers résidents et les autres intermédiaires financiers. Le financement sera alors qualifié de monétaire.<sup>26</sup> Elle représente les nouveaux moyens de paiement mis à la disposition des agents économiques.

Donc la création monétaire se fait à travers toutes les opérations qui contribuent à l'augmentation de la masse monétaire en circulation.

**1.2. Le principe de la création monétaire**

La création de monnaie par les agents financiers consiste donc à transformer des créances en moyens de paiement. A l'échéance de ces créances, il y a destruction de monnaie à tout moment. La masse monétaire est donc constituée de la différence entre la monnaie créée et la monnaie détruite.<sup>27</sup> Donc, la création monétaire provient principalement du crédit, c'est-à-dire la monétisation des créances. Les banques donc ont des pouvoirs spéciaux pour créer la monnaie qu'elle prête.

Lorsque la banque accorde un crédit à une entité économique (ménage ou entreprise), elle met en circulation la monnaie scripturale qu'elle crée. Par conséquent, les banques peuvent émettre des prêts sans épargner à l'avance, elle crée de la monnaie à partir de rien. En revanche, « les crédits qui font des dépôts » tiennent au fait que lorsque la banque émet un prêt, le dépôt apparaît sur le compte de client. La contrepartie des dépôts est donc créditée.

---

<sup>26</sup> Mari Delaplace, op-cit, p62

<sup>27</sup> Chainea. A, op-cit, p82

Cette création monétaire est temporaire : elle existe juste pendant la période de crédit. Lorsque nous parlons de destruction de monnaie, nous voulons dire qu'une fois le crédit remboursé, la masse monétaire est annulée.

La banque crée également de la monnaie lorsqu'elle accepte les opérations de change et donne de monnaie nationale à des agents économiques en échange de devises. La masse monétaire se réduit lorsque l'opération inverse est effectuée.

Il est facile pour les banques commerciales de créer une monnaie « commerciales » qui circule sans difficultés dans son circuit bancaire grâce à un simple jeu d'écriture entre les comptes de leurs clients.

## **2. Les acteurs de la création monétaire**

La création monétaire est assurée par trois catégories d'agents : les banques commerciales, la banque centrale et le Trésor public.

### **2.1. La création monétaire par les banques commerciales**

Les banques commerciales sont appelées aussi des banques de second rang, elles peuvent aussi être définies comme étant « un intermédiaire financier dans la mesure où sa fonction traditionnelle est d'octroyer des crédits et de collecter des dépôts. Mais sa spécificité tient à son pouvoir de création monétaire ». <sup>28</sup>

Le mécanisme de la création monétaire trouve son origine dans des crédits accordés par les banques.

Aux premiers temps, les crédits étaient accordés par les banques commerciales par la récupération des liquidités d'épargnants (pièces et billets) pour en prêter sans forme de crédit bancaire.

Cependant, avec l'utilisation de la monnaie scripturale (chèques, cartes bancaires, virements...), il est donc devenu possible pour les banques de prêter de la monnaie sans que celle-ci n'existe réellement.

---

<sup>28</sup> Laurence Scialom « Économie bancaire », repères, Ed découverte, 2004, p11

Alors, en accordant un crédit, la banque crée une nouvelle monnaie scripturale, c'est-à-dire elle crée des fonds qui n'existent pas (ce qu'on appelle jeu d'écriture dans le compte des banques).

Ensuite que se soit dans la banque prêteuse ou dans une autre banque commerciale, cette monnaie réintègrera le cycle monétaire à travers les paiements en billets, cartes, virements ou autres modes de paiement.

Du coup, la banque calcule la somme de l'argent qu'elle reçoit sous forme de monnaie scripturale de la part des clients des autres banques commerciales. Elle calcule aussi la somme de l'argent qu'elle doit aux autres.

Après ce calcul, y en a deux cas de figure dans le compte de la banque

- Un solde créditeur où les banques lui doivent plus d'argent qu'elles ne leur en doivent.
- Un solde débiteur au cas où elle doit à d'autres banques plus d'argent qu'elles n'en doivent.

A chaque fois qu'un emprunteur rembourse une partie de crédit accordé, le montant de la monnaie en circulation baisse.

Donc, la masse monétaire s'accroît avec l'octroi de crédits par les banques commerciales et diminue par le remboursement de ces mêmes crédits par les emprunteurs à ces mêmes banques.

## **2.2. La création monétaire par la banque centrale**

Pendant le processus de la création monétaire, la banque centrale est subordonnée à la banque de second rang. Elle est considérée comme la banque des banques et a le monopole d'émission des billets. Elle prend également en charge la politique monétaire et la surveillance des établissements de crédit. Sa fonction principale est le contrôle : contrôle des activités, de la solvabilité et de la liquidité de la banque.

La création de monnaie par la Banque centrale fait partie de sa fonction de refinancement des banques de second rang. D'où la banque centrale est qualifiée généralement de prêteur de dernier ressort.

Cette dernière peut également créer de la monnaie au profit du Trésor public en lui accordant des avances ou des découverts.

Également les banques centrales créent de la monnaie dès lors que la balance commerciale est excédentaire. En effet, il y a beaucoup de devise en circulation, ce qui fait que les banques centrales à en acheter et en retour, elle émet la monnaie centrale. Cela pour but d'augmenter la masse monétaire. Contrairement, lorsqu'il y a déficit de la balance commerciale, les banques centrales émettent sur le marché des devises et reprennent en contrepartie de la monnaie centrale ce qui fait diminuer la masse monétaire.

### **2.3. La création monétaire par le Trésor public**

En plus de ses nombreuses fonctions, le Trésor est un agent financier de l'état qui joue également un rôle monétaire ou bancaire, cela ne crée pas seulement de la monnaie divisionnaire mais aussi de la monnaie scripturale.

En effet, par lui-même ou auprès du service des chèques postaux, en créditant les comptes de ses fonctionnaires et ses créanciers, le Trésor crée sa propre monnaie scripturale.

C'est aussi le Trésor qui choisit la part des besoins de l'état qui seront financés par la création monétaire. Dans ce cas, il fait appel à la banque centrale ou aux autres banques, par contre, lorsqu'il vend des obligations (bon de Trésor) aux agents non financiers, il ne crée pas de monnaie puisqu'au contraire, il transforme des moyens de paiement en créances.

## **3. Les contreparties de la masse monétaire**

Toute monnaie est créée en fonction de contreparties, et ses dernières constituent les sources de la création monétaire, elles expliquent à quelles occasions la monnaie à été créée ; il existe trois contreparties de la masse monétaire : les crédits à l'État, les crédits à l'économie, et les avoirs extérieurs.

### **3.1. Les crédits à l'État**

C'est l'ensemble des créances publiques détenues par la banque centrale ; l'État peut avoir un besoins de financement du fait d'un décalage entre ses dépenses et ses recettes ; il fait appel au système bancaire pour le refinancer à court terme, dans ce cas, la banque centrale achète des bons émis par le Trésor public pour financer le déficit budgétaire, en contrepartie celle-ci va disposer d'une créance sur le Trésor public.

**3.2. Les crédits à l'économie**

C'est l'ensemble des crédits accordés aux agents économiques par l'État, dans le but de financer leurs investissements ou bien leurs besoins de trésorerie ; les ménages peuvent également recevoir des prêts pour financer leurs dépenses, en prévision de l'épargne qu'ils dégageront ultérieurement.

Les banques créent de la monnaie lorsqu'elle accorde des prêts aux clients, sans avoir à retirer la monnaie d'épargne précédente, dans ce cas, le compte du client est crédité du montant du prêt, au même temps il disposera d'un dépôt à vue utilisable à tout moment.

**3.3. Les réserves obligatoires**

C'est la transformation de devise étrangère en monnaie nationale, par exemple : une entreprise européenne qui exporte ses produits aux États-Unis sera payée en dollars américains, et vient déposer cet argent à la banque pour l'échanger en euros ; la banque va créditer leur compte en euro et va mettre en circulation une quantité de monnaie nationale supplémentaire ; cette action va augmenter la masse monétaire et va entraîner une demande accrue de devises par rapport à l'euro pour payer les importations.

**4. Les limites de la création monétaire**

Les banques créent facilement de la monnaie en accordant des crédits, mais il faut noter que les banques ne peuvent créer de la monnaie de façon infinie, la création monétaire se trouve alors limitée par : la demande de crédits, les besoins de liquidités des banques, ainsi que dans l'intervention de la banque centrale.

**4.1. Limites liées à la demande de crédit**

La création monétaire ne repose pas sur la seule volonté des banques d'octroyer des crédits ; Elle répond aussi au désir des agents économiques de s'endetter ; de nombreux facteurs commandent la demande de crédit : besoins généraux de financement, niveau de revenu ou de la rentabilité, anticipations.<sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> Besnard.D et Redon.M, op-cit, p38

Lorsqu'il y a une augmentation de demande de crédit par les agents économiques non financier due à une augmentation des investissements des entreprises ou bien l'augmentation de la consommation des ménages, la banque crée de la monnaie, mais dans le cas inverse elle n'a aucun intérêt de créer de la monnaie.

La variation de la création de la monnaie par les banques dépend également du budget de l'État, ainsi que l'attitude de la balance commerciale, si cette dernière est excédentaire cela conduit à un excès de devises, donc la liquidité des banques augmentera, et si elle est insuffisante la liquidité des banques baissera, et c'est le même résonnement dans le cas de déficit budgétaire de l'État.

#### **4.2. Les besoins de liquidités des banques**

Si une banque ne dispose pas de liquidités suffisantes sur son compte auprès de la banque centrale, alors la quantité de crédits qu'elle peut octroyer sera limitée. De plus, si elle accorde trop de crédits cela entraînera des fuites dans son propre réseau, et c'est aussi bénéfique pour d'autres banques, car tout transfert entre banques entraînera des fuites d'un côté et des entrées de l'autre ; si la fuite est importante la solvabilité de la banque est menacée.

#### **Exemple**

On prend deux banques Françaises : BNP Paribas et Société Général : la BNP Paribas augmente ses crédits octroyés, le client de la BNP Paribas va servir ce crédit aux déférentes transactions où il émit des chèques à d'autre clients de la banque Société Générale, ces derniers peuvent récupérer le montant inscrit sur le chèque auprès de la banque centrale française, ce qui explique la fuite bancaire, cette dernière conduit à la faillite des banques et représente un risque de ruée bancaire qui est « une situation où tous les déposants (ou une majorité d'entre eux) demandent la conversion de leur dépôts en monnaie centrale ou le transfert de leur dépôts dans une autre banque »<sup>30</sup>

Seule la monnaie centrale peut régler les soldes interbancaire, dans ce cas, la monnaie centrale est éligible comme instrument de paiement pour le règlement interbancaire.

---

<sup>30</sup> Laurance Scialom, op-cit, p43

**4.3. L'intervention de la banque centrale**

La banque centrale contrôle indirectement la création monétaire des banques commerciales, elle régule la quantité de monnaie en circulation dans la mesure où « une croissance excessive de la monnaie constitue une condition permissive de l'inflation ». <sup>31</sup>

Pour éviter l'inflation la banque centrale est dans l'obligation de limiter les crédits accordés par les banques ; l'intervention de la banque centrale s'effectue par l'usage des politiques monétaires dont le principal objectif est d'assurer la stabilité des prix ; les instruments utilisés par la banque centrale peuvent être directs ou indirects sur le comportement des agents économiques.

**➤ L'encadrement de crédit**

C'est un moyen direct, utilisé par la banque centrale pour restreindre le crédit fourni par les banques commerciales. En effet, chaque banque est limitée par le montant du crédit qu'elle peut accorder aux clients, et tout dépassement entraînera une pénalisation où les banques commerciales se trouvent dans l'obligation de verser des réserves supplémentaires à la banque centrale.

**➤ Les taux d'intérêts**

Pour assurer la stabilité monétaire et éviter l'inflation les banques centrales agissent indirectement sur la demande de crédit par les taux.

La banque centrale refinance les banques par l'achat des titres de créance (politique d'open Market) à un taux d'intérêt appelé taux directeur, ce dernier affecte directement le taux d'intérêt que les banques facturent aux clients ; en effet, si ce taux augmente, le coût de refinancement pour les banques sera plus coûteux, ce qui signifie que l'argent de la banque centrale dont les banques ont besoin coûtera plus cher, et les agents économiques demanderont dans ce cas moins de crédits, dû à la hausse des taux d'intérêts. En conséquence, il y aura moins de création monétaire.

---

<sup>31</sup> Jean Pierre Faugre, op-cit, p30



**➤ Les réserves obligatoires**

Les banques centrales peuvent agir également sur les réserves obligatoires pour réguler les crédits offerts par les banques. Les réserves obligatoires correspondent au montant minimal de liquidité que doivent détenir les banques dans leur compte auprès de la banque centrale.

Si la banque centrale décide d'augmenter le taux des réserves obligatoires, elle réduit la liquidité des banques, et les conduit à se refinancer sur le marché monétaire.

A mesure que la demande de monnaie de la banque centrale augmente, les taux d'intérêts ont tendance à augmenter, et à limiter la distribution de crédit, donc limitent la création monétaire.

**➤ Le ratio Cooke**

Le ratio de réserve ou « ratio Cooke » est aussi l'un des facteurs qui limite la création monétaire, ce ratio représente le montant des prêts que la banque centrale peut accorder aux banques du montant de ses fonds propres, en effet, plus les fonds propres de la banque sont élevés, plus elle a le pouvoir de prêter de la monnaie, et si la banque au cours de ses différentes opérations qu'elle effectue subit des pertes, elle se trouve dans l'obligation de les déduire de ses fonds propres ce qui conduit à la baisse des montants des crédits que la banque peut accorder.

**Conclusion**

Dans ce chapitre on a pu présenter la monnaie et expliquer son rôle élémentaire dans les économies et les sociétés. Apparue au début dans le but de briser le troc, et par la suite elle a prit différentes formes, de la monnaie marchandise et métallique à la monnaie scripturale et fiduciaire, pour enfin prendre la forme de la monnaie électronique, la monnaie est définie par ces trois fonctions fondamentales : unité de compte intermédiaire des échanges ainsi qu'une réserve de valeur.

Comme on a pu comprendre l'importance de la création de la monnaie dans l'économie, ses mécanismes ainsi que les différents acteurs qui sont à l'origine de cette création, mais pour pouvoir aller plus loin dans l'analyse de la création monétaire, il est nécessaire d'étudier la politique monétaire.

# *Chapitre II*

*Présentation de la politique monétaire*

**Introduction**

La politique monétaire est une politique conjoncturelle qui s'inscrit dans le cadre de la politique économique générale. Avec la politique budgétaire, la politique monétaire est l'un des principaux instruments dont dispose les responsables économiques d'un pays.

Chaque pays se trouve dans l'obligation de définir sa politique monétaire, où cette dernière consiste pour la banque centrale de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie.

Pour mettre en lumière ces propos, il a été estimé nécessaire de consacrer d'abord une présentation de l'ensemble des écoles de pensée de la politique monétaire, par la suite nous verrons une optique générale des objectifs, instruments, ainsi que les canaux de transmission de la politique monétaire.

**Section 01 : La politique monétaire selon les approches de la théorie économique**

Dans cette première section on va d'abord définir la politique monétaire ainsi que ses deux types, par la suite on va présenter les différentes écoles de la pensée économique de la politique monétaire.

**1. Définition de la politique monétaire**

La politique monétaire est un instrument de la politique économique à côté de la politique budgétaire et la politique de change ; placée sous le contrôle des banques centrales, elle représente l'ensemble des instruments et règles mises à la disposition de l'autorité monétaire dans le but de réguler la stabilité monétaire et financière, ce qui consiste à fournir des liquidités nécessaires à la croissance de l'économie tout en garantissant la stabilité de la monnaie.

Selon Marie Delaplace la politique monétaire peut se définir comme « les actions mises en œuvre par les autorités monétaires afin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la réalisation du plein emploi tout en réservant la stabilité de la valeur de la monnaie au niveau interne (le niveau général des prix) et au niveau externe (taux de change).<sup>32</sup>

---

<sup>32</sup> Mari Delaplace « Monnaie et financement de l'économie » 4<sup>ème</sup> Ed Dunod, paris, 2003, p129

Pour Bailly, J-L la politique monétaire est « l'ensemble des actions développées par une banque centrale et/ ou gouvernement pour influencer le niveau d'activité économique et maintenir la stabilité des prix grâce à la régulation de la quantité et du cout de la monnaie ». <sup>33</sup>

Enfin, Montoussé. M et Chamblay.D, définissent la politique monétaire entant que « l'action sur les variables économiques au moyen de la quantité de monnaie en circulation et du taux d'intérêt ». <sup>34</sup>

Dans certaines situations économiques, les autorités monétaires doivent intervenir sur le choix de la politique monétaire. La banque centrale met en œuvre selon le cas, soit une politique monétaire expansionniste ou une politique monétaire restrictive.

➤ **La politique monétaire expansionniste** : dans une situation de stagnation (récession et croissance de chômage), la banque centrale augmente la quantité de monnaie en circulation dans le but de baisser les taux d'intérêts afin d'encourager l'investissement, la consommation des ménages et des entreprises, et par conséquent augmenter la croissance du PIB.

➤ **La politique monétaire restrictive** : dans une situation de croissance économique insoutenable et d'une inflation qui apparaisse, la banque centrale réduit la quantité de monnaie en circulation dans le but d'augmenter les taux d'intérêts.

Pour ce fait, les agents économiques demandent moins de crédits, par conséquent les ménages et les entreprises diminuent leur consommation et investissement.

## **2. La politique monétaire dans les écoles de pensée**

Il existe trois grands courants de la pensée économique qui font l'objet d'un débat sur la politique monétaire, à savoir le courant classique, keynésien et monétariste.

### **2.1. La conception classique et néoclassique**

L'analyse classique et néoclassique estime que la politique monétaire n'est pas nécessaire, car elle n'a aucun effet sur les grandeurs réelles de l'économie (production et emploi) ; elle n'a d'effet que sur le secteur monétaire, et c'est la source d'inflation. Pour eux, le mécanisme du

---

<sup>33</sup> Bailly, J-L, « Économie monétaire et financière » Ed Bréal, 2<sup>ème</sup> Éd, Paris, 2006, p 217.

<sup>34</sup> Montoussé.M et Chamblay.D, « 100 Fiches pour comprendre les sciences économiques », Ed B real, 3<sup>ème</sup> Ed, Paris, 2005, p 196.

marché rétablira automatiquement et rapidement le plein emploi grâce à la parfaite flexibilité des prix qui assurent l'équilibre entre l'offre et la demande sur tous les marchés.

### **2.1.1. L'influence de la politique monétaire sur le secteur monétaire**

Selon la théorie quantitative de la monnaie, la quantité de monnaie en circulation est exogène, la vitesse de circulation de la monnaie est constante, le volume de production est déterminé sur le marché du travail et son niveau correspond au plein emploi des facteurs de productions. Il est toujours optimal et ne peut augmenter (loi des débouchés).<sup>35</sup>

L'augmentation de la masse monétaire en circulation avec une vitesse de circulation constante et une production constante entrainera une augmentation du niveau général des prix. Contrairement, une diminution de la quantité de monnaie en circulation entraine une diminution du niveau général des prix.

En effet, une augmentation de la masse monétaire en circulation produit une augmentation du pouvoir d'achat des agents économiques ce qui fait augmenter la demande. En revanche, une diminution de la quantité de monnaie en circulation fait baisser le pouvoir d'achat des agents économiques, ce qui provoque une baisse de la demande ainsi une baisse des prix.

Tout accroissement de l'offre de monnaie visant à stimuler l'activité économique aura un effet sur les grandeurs nominales en conduisant à une hausse du niveau général des prix. En conséquence la politique monétaire de relance en vue de stimuler l'activité économique relancera l'inflation sans avoir d'impact sur la sphère réelle de l'économie.<sup>36</sup>

### **2.1.2. L'influence de la politique monétaire sur le secteur réel**

La politique monétaire pour les classiques n'a pas de véritable influence sur le secteur réel de l'économie. Ce dernier est constitué du marché du travail, du marché des biens et services et du marché des capitaux, qui sont présenté dans le tableau suivant ;

---

<sup>35</sup> Kadir Nassim « La politique monétaire de banque centrale européenne face à la crise des subprimes », mémoire magister en science économique, université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, p57

<sup>36</sup> Idem,p58

Tableau N°02: Les marchés dans la théorie économique néo-classique

<b>Les quatre marchés dans la théorie néo-classique</b>			
<b>Les marchés</b>	<b>Marché du travail</b>	<b>Marché des biens et services</b>	<b>Marché de la monnaie</b>
<b>Régulation</b>	Par la flexibilité du salaire réel	Par la flexibilité du taux d'intérêt	Par les autorités monétaires
<b>Détermination</b>	Niveau de la production de plein emploi	Partage de la production entre consommation et investissement	Neutralité de la monnaie : déterminer le niveau général des prix
<b>Offreurs</b>	Offre de travail : les ménages qui offrent une prestation	Offre de biens et services : les entreprises qui consomment	Banque centrale (Etat) chez Friedman ou système bancaire chez Hayek
<b>Demandeurs</b>	Demande de travail : les entreprises qui emploient les prestataires	Demande de biens et services : les ménages qui produisent	Agents économiques privés pour effectuer leurs transactions
<b>Demande de monnaie</b>			Demande d'encaisse réelle pour les transactions
<b>Offre de Monnaie</b>			Offre de monnaie contrôlée par les autorités monétaires

Source : Adapté de. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P22 /23/28

## 2.2. La conception keynésienne

Le Keynésianisme est une école de la pensée économique fondée par l'économiste britannique « John Maynard Keynes ». Cette théorie est venue critiquer l'école classique et

néoclassique, et s'inscrit dans le cadre d'une critique de la neutralité de la monnaie. Selon Keynes la monnaie génère une préférence pour la liquidité.

### **2.2.1. La critique keynésienne du model classique et néoclassique**

Selon l'approche néoclassique, le niveau d'emploi se détermine sur le marché du travail par une confrontation entre l'offre et le demande, or que Keynes s'oppose à cette théorie. Selon lui le volume de l'emploi dépend uniquement de la décision d'embauche des entrepreneurs, il n'est pas régi par un mécanisme d'offre et de la demande.

Une demande réduite de biens et services réduira la demande de la main d'ouvre au niveau d'entreprise, ce qui conduit à une réduction du niveau d'emploi, qui tend ainsi vers un chômage « involontaire », qui selon Keynes trouve son origine dans l'insuffisance de demande des biens.

### **2.2.2. Le mécanisme de la politique monétaire keynésienne**

D'après J.M. Keynes lorsque « la demande effective » est insuffisante, l'économie à tendance à être en situation de sous-emploi, selon lui l'État doit adopter des interventions politiques visant à soutenir la demande effective. Afin de rétablir l'équilibre du plein-emploi, Keynes souligne que la politique principale est celle de politique monétaire de relance, qui comprend l'augmentation de la masse monétaire en baissant les taux d'intérêts. En effet, la baisse des taux d'intérêt aura deux effets ; d'une part elle encourage les entités économiques à utiliser la monnaie à des fins commerciales plutôt que pour la spéculation et d'autre part, elle stimule l'investissement et l'efficacité marginale du capital.

Par ailleurs, l'augmentation des investissements, une des composantes de la « demande effective », va engendrer l'augmentation de la production nationale et donc de l'emploi, via l'effet du multiplicateur.<sup>37</sup>Cela augmentera la production de l'entreprise, puis augmentera l'emploi et les revenus distribués, une augmentation des salaires entrainera à son tour une augmentation du niveau de consommation. Keynes estime que la consommation est considérée comme le deuxième élément de la demande effective, et plus les revenus augmentent, plus la consommation des ménages augmente, ce qui se traduit par une demande supplémentaire. Donc

---

<sup>37</sup> M. Caron, « Budget et politiques budgétaires », Ed Breal, Paris, 2007, p39.

plus on augmente la production, plus les revenus augmentent et ainsi de suite ; l'augmentation de la demande effective (investissement et consommation) entraînera une augmentation du niveau de l'emploi.

En situation de sous-emploi, l'accroissement de la quantité de monnaie accroît la « demande effective » sans l'apparition d'une hausse des prix, du moment que tous les facteurs de productions sont disponibles. Tandis qu'en situation de plein emploi, l'accroissement de la quantité de monnaie accroît la « demande effective » mais cette dernière ne peut plus provoquer une augmentation de la production puisqu'il n'y a plus de facteurs de production disponible, il résulte de ce fait une hausse générale du niveau général des prix, en d'autres termes à un état d'inflation.<sup>38</sup>

### **2.3. La conception monétariste**

La politique monétariste est une politique monétaire préconisée par les économistes monétaristes libéraux ; c'est une théorie apparue à la fin des années soixante menée par « MILTON FRIEDMAN, prix Nobel d'économie 1976 ».

Les monétaristes estiment que la politique monétaire ne peut et ne doit avoir qu'un seul objectif : lutter contre l'inflation. En effet, ils pensent que le meilleur moyen d'atteindre cet objectif est de jouer sur le taux de croissance de la masse monétaire.

Ainsi, le monétarisme repose sur la théorie quantitative de la monnaie, qui est une identité comptable : la masse monétaire multipliée par la vitesse de circulation de la monnaie (la vitesse à laquelle l'argent change de mains) est égale aux dépenses nominales dans l'économie. Selon la théorie monétariste la vitesse de circulation de la monnaie est en règle générale stable, et le revenu nominal est donc essentiellement une fonction de la masse monétaire.<sup>39</sup>

Partant de « courbe de Phillips » que Friedman adresse une critique radicale, d'où il a essayé de montrer que cette courbe n'est valable que pendant une courte durée, et qu'à long terme elle devient verticale. En revanche, chez les keynésiens décrivant une corrélation négative entre le niveau du taux de chômage et le taux d'inflation.

---

<sup>38</sup> Belgaid Lynda « Le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise financière actuelle en Algérie », mémoire master, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2017

<sup>39</sup> Sarwat Jahon et Chris Papageorgiou, « Qu'est-ce que le monétarisme », Ed L'ABC de l'économie, finances et développement, Mars 2014, p38



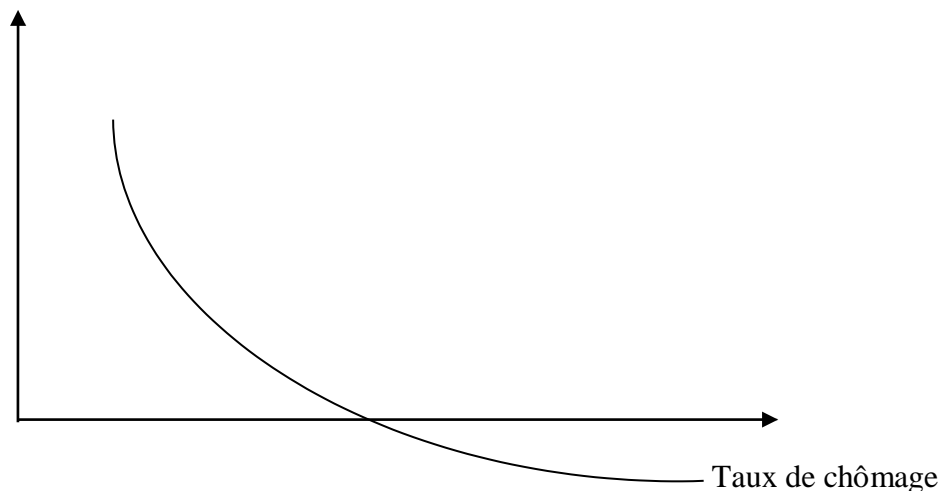
Lorsque le taux de chômage est bas, les entreprises rencontrent plus de difficultés pour recruter des salariés. Le résultat est une pression pour augmenter les salaires, dans le but d'attirer des nouveaux travailleurs en augmentant les salaires. Ainsi, lorsque le taux de chômage est élevé, l'entreprise peut facilement recruter des salariés. La tendance à la hausse des salaires des entreprises est relativement faible.

➤ **La relation chômage/inflation**

Après la publication de l'étude d'A. W. Phillips qui vise à vérifier la relation entre le chômage et la variation des salaires nominaux. En 1960, P. Samuelson et R. Solow effectuent une étude sur les États-Unis de 1900 à 1958 en intégrant dans leurs analyses les gains de productivités et l'inflation. La courbe de Phillips met en évidence une relation décroissante entre l'inflation et le taux de chômage comme la montre la figure ci-dessous :<sup>40</sup>

**Figure N°01 : La courbe de Phillips, taux de chômage et inflation**

Taux d'inflation



**Source :** WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P159

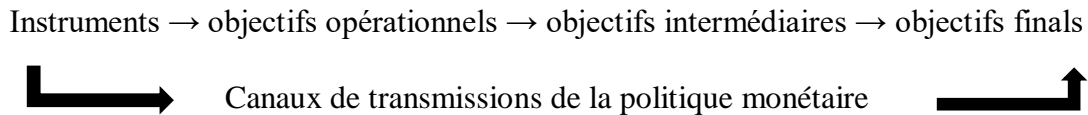
Cette courbe montre qu'un arbitrage peut être fait entre le taux de chômage et le taux d'inflation. Les autorités financières peuvent abaisser le taux de chômage au détriment de la hausse d'inflation. Contrairement, accepter plus de chômage pour freiner l'inflation. Pour faire face à ces opinions, le gouvernement peut agir sur les taux d'intérêts. Si ces derniers augmentent,

<sup>40</sup> WAQUET. I et MONTOUSSE. M « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, p158

le nombre de chômage augmentera fortement, et si les taux d'intérêt baissent, l'investissement augmentera et le taux de chômage diminuera.

## **Section 2 : Objectifs, instruments et canaux de transmission de la politique monétaire**

Le fonctionnement de la politique monétaire est traditionnellement présenté à partir d'une grille d'analyse qui relie ses instruments à ses objectifs finaux en faisant jouer différents canaux de transmission selon le schéma suivant :<sup>41</sup>



### **1. Les objectifs de la politique monétaire**

Les objectifs de la politique monétaire sont cohérents avec ceux de la politique économique qui sont : la stabilité des prix, la croissance économique et le plein emploi, l'équilibre de la balance des paiements et la stabilité du système financier.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas agir directement sur ces objectifs. Par contre, ils peuvent agir efficacement sur certaines variables de l'économie qui elles-mêmes les influencent. Ces variables sont appelées des objectifs intermédiaires.

A partir de cette brève introduction, nous pouvons distinguer deux types d'objectifs de la politique monétaire : les objectifs finaux et les objectifs intermédiaires.

#### **1.1. Les objectifs finaux**

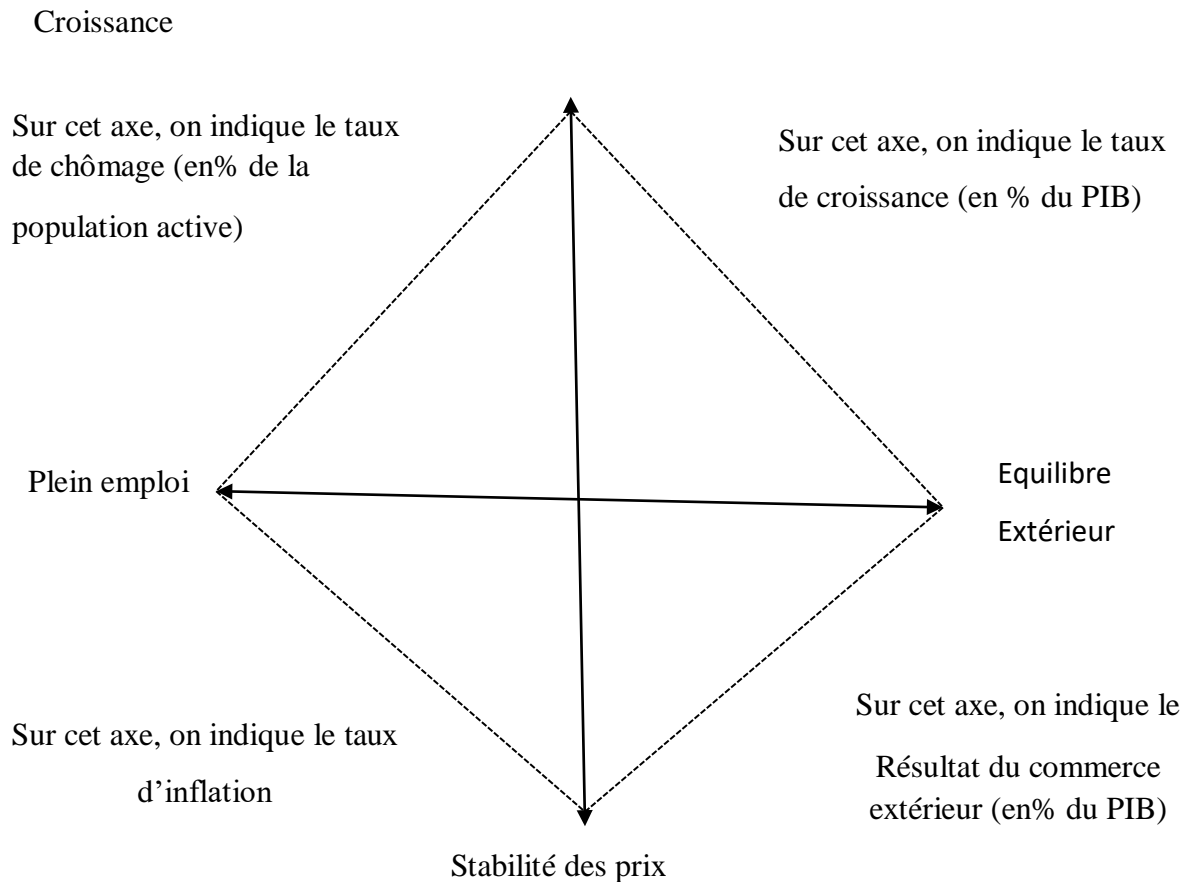
Les objectifs finaux de la politique monétaire sont des variables que toutes autorités cherchent à atteindre. Généralement sont ceux de la politique économique qui sont difficile à réaliser simultanément. Ces objectifs sont représentés graphiquement par ce qu'on appelle le « carré

---

<sup>41</sup> Dominique Plihon « La monnaie et ses mécanismes » Ed la découverte, Belgique 2003, p86

magique » de Nicholas Kaldor, qui réunit : le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance économique et l'équilibre extérieur.<sup>42</sup>

Figure N°02 : Le « carrée magique » de Nicholas Kaldor



**Source :** Mari Delaplace « monnaie et financement de l'économie » 2<sup>ème</sup> Ed Dunod, paris, 2006.P118

Ce carré est qualifié de « magique » car, selon Kaldor, il est impossible pour un pays d'atteindre les quatre objectifs économiques simultanément. A partir de ce dernier se dégagent deux relations importantes :

<sup>42</sup> Capul. J.Y, « L'économie et les sciences sociales de A à Z » Ed hatier, paris, 2005, p224-225

- Selon la courbe de Phillips<sup>43</sup>, la relation entre l'inflation et le chômage : si le taux de chômage est faible, le taux d'inflation sera élevé et vice-versa. Donc, selon cette courbe il n'est pas possible d'avoir en même temps un taux de chômage et un taux d'inflation faible.
- Selon la loi d'Okun<sup>44</sup>, la relation entre la croissance économique et le chômage : plus la croissance est forte et plus le chômage baisse.

Ces objectifs sont au nombre de quatre :

- La croissance économique ;
- La stabilité des prix ;
- La réduction du taux de chômage ;
- L'équilibre de la balance des paiements.

### **1.1.1. La croissance économique**

La croissance économique s'entend du taux de croissance économique mesuré en pourcentage de la variabilité de produit intérieur brut (PIB), qui garantit le niveau de vie et l'emploi. Les bénéfices qui semblent évidents sont le but premier de toute politique économique, que ce soit directement ou indirectement. La croissance du PIB suppose une utilisation intensive des facteurs de production, ce qui conduit à une amélioration du revenu national.

Cependant, l'augmentation des revenus permet de générer des économies qui augmenteront la production, et donc les revenus, s'inscrivant ainsi dans le cadre positif de la croissance économique.

### **1.1.2. Le plein emploi**

Le plein emploi s'exprime en réalité à travers le taux de chômage. Le plein emploi est donc caractérisé par un taux de chômage presque nul.

---

<sup>43</sup> La courbe de Phillips, mise en évidence en 1958, est une courbe illustrant une relation empirique négative entre le taux de chômage et l'inflation.

<sup>44</sup> Loi d'Okun a été proposée par Arthur Okun en 1962. Elle décrit une relation linéaire empirique entre le taux de croissance (PIB) et la variation du taux de chômage.

En situation de plein emploi, c'est-à-dire une situation économique positive de plein emploi, les prix augmentent sur le marché, ce qui provoque le phénomène d'inflation.

### **1.1.3. La stabilité des prix**

La stabilité des prix se traduit par un taux d'inflation négatif (taux d'inflation sensiblement égale à 0 signifie que les prix sont parfaitement stables).

L'inflation est une situation défavorable pour un état. Cette dernière peut naitre de l'écart entre la demande et l'offre globale selon la conception Keynésienne.

Par conséquent, la stabilité des prix à toujours été la priorité absolue de la banque centrale. Afin de lutter contre l'inflation, un indice général des prix de 2% a été désigné comme le taux d'inflation chaque année. Chaque fois que ce taux se rapproche des 2%, la banque peut réduire la masse monétaire en circulation. Le but ici est de maintenir une certaine liquidité qui peut stabiliser les prix pratiqués sur les différents marchés.

### **1.1.4. L'équilibre extérieur**

L'équilibre extérieur se traduit par l'équilibre de la balance des paiements (BP) ; il recouvre le concept de la balance des paiements ainsi que celui de marché des changes.

Cet équilibre est atteint lorsque la balance des capitaux (BK) et la balance commerciale (BC) sont équilibrés, ou encore lorsque le solde de la balance de BK est l'inverse du solde du BC. C'est-à-dire:  $BP = BK + BC$  si  $BP = 0$ .

## **1.2. Les objectifs intermédiaires**

Les banques centrales se sont fixé des objectifs intermédiaires de nature à favoriser la réalisation des objectifs finals, ces derniers apparaissant alors comme des normes générales.<sup>45</sup>

La politique monétaire cible quatre d'objectifs intermédiaires : un bon niveau de croissance de la masse monétaire, ainsi qu'un bon niveau de taux de change et de taux d'intérêt, et le dernier objectif est l'allocation des ressources financières.

---

<sup>45</sup> Besnard.D et Redon.M, « La monnaie : politique et institutions » Ed Dunod, 2<sup>ème</sup> Ed, 1985, P138

**1.2.1. La croissance de la masse monétaire**

La stabilisation du taux de croissance de la masse monétaire à un niveau aussi proche que possible du taux de croissance de l'économie réelle constitue pour les monétaristes l'objectif central des autorités monétaires.<sup>46</sup>

Cet objectif porte sur l'évolution des agrégats monétaires, c'est-à-dire leurs niveaux de croissance à un niveau équivalent à celui de la croissance de l'économie réelle pour éviter toute tension inflationniste ; l'objectif consiste donc pour les autorités monétaires à fixer un taux de croissance pour chacun des agrégats monétaires (qui représentent la capacité des dépenses des agents économiques) pour parvenir à la fin à choisir l'agrégat monétaire représentant la masse monétaire et fait l'objet du contrôle.

**1.2.2. Le niveau de taux d'intérêt**

Les thèses keynésiennes ont attribué un rôle essentiel aux taux d'intérêt tant pour assurer la croissance que pour ajuster l'épargne à l'investissement.<sup>47</sup> Selon ces théories lorsque le niveau des taux d'intérêt est faible l'investissement augmente, et lorsque les taux d'intérêts sont élevés l'investissement baisse ; si les autorités monétaires veulent investir elle baisse les taux d'intérêt, et lorsqu'elles veulent épargner elle les augmente.

Tandis que les monétaristes ne s'en préoccupent guère puisque pour eux, c'est la quantité de monnaie qui compte. Ils ajoutent en outre que, s'il fallait se préoccuper des taux d'intérêts, il faudrait s'attacher à leur niveau réel. Pour eux le niveau des taux d'intérêts doit dépendre de la loi de l'offre et de la demande sur les deux marchés (le marché monétaire et le marché des biens et services), ce qui va permettre d'augmenter les taux d'intérêts réels et la légalisation des taux d'intérêts créditeur et débiteur par le biais d'une concurrence accrue.

**1.2.3. Le niveau de taux de change**

Le taux de change exprime la valeur de la monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère, c'est un signe extérieur qui représente le niveau de puissances d'un pays « toute économie qui effectue de nombreux échanges avec l'étranger, le niveau de change peut être

---

<sup>46</sup> Philippe.Jaffre, « Économie et politique monétaire ». Ed Economica, 4<sup>ème</sup> Ed. Paris 1996, p100

<sup>47</sup> Besnard.D et Redon.M, op.cit., p139

retenue comme objectif intermédiaire de la politique monétaire »<sup>48</sup>. Cet objectif est facilement mesurable et peut être influencé et contrôlé de manière directe par les autorités monétaires en fonction des moyens dont elle dispose, comme il joue un rôle déterminant en terme de croissance et de compétitivité d'un pays ; lorsque le taux de change baisse cela fait accroître les exportations d'un pays et donc de la production globale, et lorsque il y a une hausse de taux de change cela signifie qu'il y a un ralentissement économique, les exportations ainsi que la production diminuent.

#### **1.2.4. L'allocation de ressources financières<sup>49</sup>**

La politique monétaire a pour dernier objectif une bonne allocation des ressources financières de la nation. En principe ce choix est guidé par la rentabilité comparée des différents emplois possibles au regard des ressources disponibles. Cette méthode défavorise évidemment les investissements dont la rentabilité est la plus lointaine et la plus aléatoire, c'est pourquoi, dans la plupart des pays, les autorités ont mis en place des circuits de financement orientant directement une partie de l'épargne vers la satisfaction de besoins qu'elles jugent à la fois prioritaires et mal satisfaits par le fonctionnement spontané des marchés.

## **2. Les instruments de la politique monétaire**

Afin d'atteindre l'objectif principal de stabilité des prix ainsi que les objectifs intermédiaires de la politique monétaire, les autorités monétaires disposent d'un ensemble d'instruments qui vont leur permettre de réaliser les objectifs tracés au préalable ; de ce fait nous allons présenter deux types d'instruments : directs (l'encadrement de crédit et la sélectivité de crédit), et indirects (le réescompte, les réserves obligatoires et l'open-market).

### **2.1. Les instruments directs**

Ils représentent les mécanismes qui agissent directement sur le niveau de la masse monétaire. Ils ont pour objet d'influencer directement le niveau des taux d'intérêt ou la quantité du crédit octroyé.

---

<sup>48</sup> Mari Delaplace, op.cit., p121

<sup>49</sup> Philippe.Jaffre, op.cit., p106

**2.1.1. L'encadrement du crédit**

Puisque ce sont les crédits qui font les dépôts, l'idée est de limiter directement l'octroi de crédits cela afin de limiter la croissance de la quantité de monnaie en circulation. En effet la quantité de monnaie en circulation s'accroît lorsqu'il y a création monétaire ; or le crédit à l'économie est une des sources de la création monétaire.<sup>50</sup>

Or, lorsque l'inflation est forte et qu'il n'apparaît pas possible de porter les taux d'intérêt à un niveau réellement dissuasif, les autorités monétaires sont tentées de recourir à des méthodes plus contraignantes pour limiter les crédits bancaires, et par là, la croissance de la masse monétaire. C'est l'encadrement du crédit dont le principe est simple : l'accroissement de l'encours des crédits accordés par les banques est limité par la voie réglementaire.

Il s'agit donc d'une mesure réglementaire qui intervient directement sur le crédit octroyé par les banques en contrôlant son évolution, tout comportement inutile sera sanctionné de façon dissuasive. En effet, la banque centrale fixe les normes de progression annuelle des crédits accordés et le non-respect des règles entraîne des sanctions, comme l'obligation de constituer des réserves supplémentaires à des taux dissuasifs qui élèvent considérablement le coût de la liquidité bancaire.

Au-delà de son efficacité, l'encadrement de crédit présente toutefois de majeurs inconvénients. En voici deux :

- L'encadrement fausse la concurrence entre établissements bancaires en empêchant les banques d'accroître leur part de marché.
- En fixant des normes par secteur d'activité (encadrement sélectif du crédit), l'encadrement ôte toute initiative au banquier. Les banques sont amenées à freiner l'activité des entreprises dynamiques pour soutenir des affaires en difficulté.

**2.1.2. La sélectivité du crédit**

C'est la mesure qui consiste à limiter les crédits en influençant sur leurs destinations ; c'est-à-dire mieux orienter les crédits vers des secteurs jugés plus prioritaires en appliquant des taux bonifiés ou en offrant des avantages fiscaux et/ou financiers et des fonds de garantie. Toutefois, si

---

<sup>50</sup> Mari Delaplace, op.cit, p137



cette action peut être utile en matière de politique économique en favorisant le développement de certains secteurs, en matière de politique monétaire il ne permet pas de contrôler la croissance de la quantité de monnaie en circulation.<sup>51</sup>

Les institutions financières accordent leurs crédits selon deux critères : la rentabilité de l'opération et le risque couru.

## **2.2. Les instruments Indirects**

Les instruments indirects désignent l'ensemble des actions menés par les autorités monétaires afin d'affecter le comportement de l'offre de la monnaie ; la banque centrale influence indirectement la liquidité en intervenant sur les opérations de refinancement de la BC en utilisant pour cela trois éléments : le taux de réescompte, les réserves obligatoires, ainsi que l'open market.

### **2.2.1. Le réescompte**

Le réescompte a été pendant longtemps l'instrument privilégié des banques centrales pour le réglage de la liquidité bancaire<sup>52</sup>, il représente une procédure de refinancement qui consiste à emprunter directement des liquidités par les banques commerciales auprès de la banque centrale. Dans ce cas-là les banques se refinancent auprès de la banque centrale sans être dans l'obligation de passer par le marché monétaire, il se réalise à un taux fixé par elle, ce taux joue un double rôle celui de taux directeur et celui de taux officiel de refinancement. Il est dit taux officiel de refinancement puisqu'il garantit les banques contre les fluctuations de la valeur des titres qu'elles détiennent tout en leur assurant un profit connu à l'avance ; et taux directeur car ses variations en hausse ou en baisse influence dans le même sens sur les autres taux d'intérêts qui sont liées, parmi ses taux, on peut citer le taux appliqué par la banque à ses clients, le taux appliqué par le client de la banque aux autres, etc.

---

<sup>51</sup> Mari Delaplace, op.cit, p53

<sup>52</sup> Philippe.Jaffré, op.cit, p110

### 2.2.2. Les réserves obligatoires

En matière monétaire, les réserves obligatoires sont le stock de « monnaie banque centrale » dont dispose une banque déterminée. Elles sont donc constituées par les billets de la banque qu'elle a dans ses caisses et, surtout, par ses dépôts à la banque centrale.<sup>53</sup>

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que les établissements de crédit sont tenus de constituer auprès de la banque centrale.<sup>54</sup>

Ces réserves permettent à la banque centrale d'influencer les conditions de la demande sur le marché de la monnaie centrale. La banque centrale augmente le montant de réserves obligatoires en espérant ainsi voir la demande de crédit diminuer et la croissance de la quantité de monnaie en circulation se ralentir, en revanche une diminution de réserves obligatoires encourage les banques à prêter d'avantage de fonds, donc l'augmentation de la masse monétaire.

### 2.2.3. L'open market

L'open market<sup>55</sup> est une pratique d'origine anglo-saxonne, c'est le principal instrument utilisé par les banques centrales pour atteindre l'objectif fixé pour le taux de l'argent au jour le jour.

Les opérations d'open market permettent à la banque centrale de réduire ou d'augmenter les réserves bancaires en vendant ou en achetant des obligations d'État ou des titres. Ces opérations constituent un instrument de politique monétaire dans les pays dotés des marchés financier développés.<sup>56</sup> On peut distinguer deux effets sur le marché d'open market, on a l'effet quantité et l'effet prix.

➤ **L'effet quantité** : c'est lorsque la banque achète des titres, cet effet s'exerce au début sur la liquidité des banques ce qui va par la suite influencer l'évolution de la masse monétaire par le jeu du multiplicateur de crédit. Ce marché donne aux banques la capacité d'émettre de la monnaie supplémentaire ce qui conduit à l'évolution de la masse monétaire.

---

<sup>53</sup> Idem., p115

<sup>54</sup> LEHMAN J.P, « le système des réserves obligatoires et le contrôle de la masse monétaire », PUF, 1979, p22

<sup>55</sup> Le terme anglais open market signifie le marché ouvert

<sup>56</sup> Mari Delaplace, op.cit., p131

➤ **L'effet prix :** Lorsque la banque centrale offre ou demande des effets, elle fait du même coup varier le prix d'équilibre du marché, en provoquant des modifications de cours, elle fait varier les rendements des titres concernés et par conséquent le taux du marché.<sup>57</sup>

### **3. Les canaux de transmission de la politique monétaire**

Il est important de comprendre comment l'usage des différents instruments qui viennent d'être présentés agit sur l'économie et permet aux autorités monétaires d'atteindre leurs objectifs finals.

Les canaux de transmission de la politique monétaire sont les processus par lesquels la politique monétaire agit sur le comportement des agents économiques, et donc sur la situation économique globale.

On distingue trois canaux, qui affectent directement ou indirectement l'activité économique des agents. Il s'agit du canal des taux d'intérêt, du canal du prix des actifs et du canal du crédit.

#### **3.1. Canal des taux d'intérêt**

Pour bien comprendre l'analyse du canal du taux d'intérêt, il est important de comprendre la définition du taux d'intérêt. Ce dernier est le rapport pourcentage du revenu annuel par rapport à la somme prêtée. Pour l'emprunteur ou débiteur, le taux d'intérêt est le montant qu'il faut rembourser au fournisseur de l'argent prêté ou le prêteur.

Dans le modèle néokeynésien ISLM, le canal du taux d'intérêt constitue le principal mécanisme de transmission de la politique monétaire. Selon cette conception traditionnelle, une politique monétaire expansionniste, qui amène une baisse du taux d'intérêt, réduit le coût du capital, ce qui entraîne une augmentation des dépenses d'investissement.<sup>58</sup>

Cette conception ISLM traditionnelle de transmission de la politique monétaire peut se résumer par le schéma suivant, qui illustre les effets d'une expansion monétaire ;

$$M \uparrow \rightarrow ir \downarrow \rightarrow I \uparrow \rightarrow Y \uparrow^{59}$$

---

<sup>57</sup> Bailly.J-L, op.cit., p228.

<sup>58</sup> Dominique plihon, op-cit, p97

<sup>59</sup> MISHKIN Frederic S « Les canaux de transmission monétaire : leçons pour la politique monétaire » bulletin de la banque de France – N°27,1996, p92

Donc, le recours à une politique monétaire expansionniste ( $M\uparrow$ ) implique une baisse du taux d'intérêt réel ( $ir$ ) ce qui signifie une diminution du coût du capital et pousserait ainsi à plus d'investissement ( $I$ ) et donc une hausse de la production ( $Y$ ).

Les variations de taux d'intérêt vont affecter les capacités d'investissement des entreprises et de consommation des ménages... Si ce taux diminue, alors l'incitation à investir augmente, ce qui, par l'intermédiaire du multiplicateur d'investissement, se traduit par un accroissement du revenu et inversement. En effet, toute élévation des taux d'intérêt favorise l'épargne des ménages et elle se traduit par des effets de revenu positifs pour les agents qui disposent de capacité de financement et par des effets de revenus négatifs pour ceux qui ont des besoins de financement.<sup>60</sup>

Ce canal du taux d'intérêt peut provoquer quatre effets

- **L'effet du coût du capital**

Il constitue le principal canal de transmission entre le secteur monétaire et secteur réel. Cet effet a pour but de montrer le rôle du taux d'intérêt sur le revenu et l'intervention des banques centrales.

En effet, une augmentation de la quantité de la monnaie entraînera une baisse des taux d'intérêt, car ce n'est que dans ce cas que les agents économiques accepteront de détenir de nouvelles encaisses. La baisse des taux d'intérêt encouragera l'investissement, la production, les revenus et la demande globale.

- **L'effet de substitution**

La variation des taux d'intérêt amène les agents économiques à modifier l'arbitrage entre les deux ; consommation (dépenses) et épargne.

La hausse des taux d'intérêt augmentera l'attractivité de l'épargne et donc la préférence pour la consommation future. Les agents économiques dans ce cas, constatent que les actifs composant leur patrimoine, perdent de la valeur en termes de pouvoir d'achat. Souhaitant donc de conserver leurs richesses réelles, ils épargnent davantage.

---

<sup>60</sup> Mari Delaplace, op.cit., p151-152

D'autre part, une baisse des taux d'intérêt augmente la valeur de la consommation immédiate et rend par conséquent l'épargne moins attractive.

- **L'effet de revenu**

Les variations des taux d'intérêt affectent les revenus financiers des détenteurs de portefeuille ; ainsi, à la suite d'une hausse des taux d'intérêt, les agents créanciers voient leurs revenus financiers augmenter tandis que, symétriquement, les agents débiteurs subissent une perte de revenu.<sup>61</sup>

En effet, en cas d'une hausse des prix, les ménages augmenteront leurs consommations actuelles et ils baisseront leurs épargnes.

Contrairement, en cas d'une baisse des prix, les ménages préféreront baisser leurs consommations aujourd'hui et donc leurs épargnes augmentent.

- **L'effet de richesse**

La valeur du patrimoine des agents économiques se modifie à la suite des variations de prix des actifs financiers... les dépenses de consommation sont déterminées par les ressources accumulées par les consommateurs tout au long de leurs vie. Lorsque les prix des actifs augmentent à la suite d'une baisse des taux d'intérêt impulsée par les autorités monétaire, la richesse globale des consommateurs s'accroît, et par conséquent la consommation.<sup>62</sup>

### **3.2. Le canal de prix des autres actifs**

L'identification de ces autres canaux est une caractéristique des modèles macro-économiques conçus par les keynésiens, qui considèrent les effets des prix de ces autres actifs comme essentiels pour le mécanisme de transmission de la politique monétaire.<sup>63</sup>

#### **3.2.1. Le canal du cours des actions et le « q » de Tobin**

Le modèle de Modigliani est centré sur le comportement des ménages. La théorie de l'investissement de Tobin {1969} décrit un canal par lequel la politique monétaire affecte les entreprises par le biais de ses effets sur la valorisation des actions.

---

<sup>61</sup> Dominique Plihon, op.cit., p100

<sup>62</sup> Dominique Plihon, op.cit., p100

<sup>63</sup> MISHKIN Frederic, op.cit., p93.

Tobin définit le coefficient « q » comme étant le rapport entre la valeur boursière des entreprises et le coût de renouvellement du capital.<sup>64</sup>

Une augmentation de q indique que la valeur boursière des entreprises est liée au coût de renouvellement du capital, en d'autres termes, le coût des nouveaux investissements productifs est réduit par rapport à la valeur boursière des entreprises. Ces derniers peuvent émettre des actions et obtenir des prix élevés. A mesure que le coût relatif du capital productif diminue, les dépenses d'investissement augmenteront.

Inversement, lorsque le coefficient q est faible, les entreprises ne chercheront pas à acheter de nouveaux biens d'équipement car leur valeur boursière est faible par rapport au coût du capital.

### **3.2.2. Le canal du taux de change**

Ce canal implique l'impact des effets du taux d'intérêt car la baisse des taux d'intérêt réels du pays réduit l'attractivité des dépôts en monnaie locale par rapport aux dépôts en devises, ce qui entraîne une baisse de la valeur des dépôts en dollar par rapport aux dépôts en devises, c'est-à-dire une dépréciation du dollar.

La dépréciation de la monnaie nationale réduit le prix des biens nationaux par rapport aux biens étrangers, cela signifie une augmentation des exportations nettes, et donc la production globale.

Ce canal joue un rôle important la façon dont la politique monétaire affecte les économies nationales. Ce rôle ne se limite pas à un effet sur l'activité économique. Il est également important sur les prix : une appréciation du change entraîne, en effet, de la désinflation importée dans la mesure où elle amène une baisse des prix des importations exprimées en monnaie nationale.

---

<sup>64</sup> Dominique Plihon, *op.cit.*, p100

Tableau N°03 : Canal du prix des actifs

Canal de transmission	Canal de taux d'intérêt	Canal de taux de change	Canal du Q de Tobin	Effets richesse
Agents concernés	Entreprises Ménages	Extérieur	Entreprises	Ménages

Source : Frédéric Cherbonnier et Xavier Payet, « Les canaux de transmission de la politique monétaire en France », Analyses économiques, Direction de la prévision, n° 47, sept 2004, p8.

### 3.3. Le canal du crédit

Afin de transmettre leurs effets vers l'économie réelle, les crédits bancaires ainsi que les autres moyens financiers passent par le canal du crédit, où ce dernier joue un rôle décisif sur le marché financier. Dans le cadre du canal du crédit, on utilise deux canaux de base pour la transmission de la politique monétaire, le canal du crédit bancaire, et le canal du bilan.

#### 3.3.1. Le canal du crédit bancaire

Le canal du crédit est fondé sur l'idée que les banques jouent un rôle spécifique au sein du système financier, car elles sont particulièrement bien placées pour résoudre les problèmes d'asymétrie d'information sur le marché des crédits. Du fait de ce rôle spécifique des banques, certains emprunteurs n'auront pas accès au marché de crédit s'ils n'empruntent pas auprès d'elles. Tant qu'il n'existe pas une parfaite substituabilité pour les banques commerciales entre dépôts et autres sources de refinancement, le canal du crédit bancaire agit de façon suivante : une politique monétaire expansionniste qui contribue à accroître les réserves et les dépôts bancaires, augmente la quantité de prêts bancaires disponibles. Cette augmentation de volume conduit à une hausse des dépenses d'investissements,<sup>65</sup> tandis qu'une baisse de taux d'intérêt directs augmente la demande de crédit.

La schématisation de canal du crédit bancaire est la suivante :

$$M \uparrow \rightarrow D \uparrow \rightarrow C \uparrow \rightarrow I \uparrow \rightarrow Y \uparrow$$

<sup>65</sup> MISHKIN Frédéric « Monnaie, banque et marché financier » 10<sup>ème</sup> édition, Paris, 2013, p1006

Dans le cadre d'une politique monétaire expansionniste (M), qui implique une hausse des dépôts bancaires(D) et augmente au même temps le volume des crédits bancaires (C), cette augmentation de volume de prêts conduira à une hausse de taux d'investissement (I) et de production (Y).

**3.3.2. Le canal du bilan**

Le déclin de l'importance du canal du crédit bancaire n'implique pas pour autant qu'il va de même pour l'autre canal du crédit, celui du bilan. Ce canal trouve, lui aussi, son origine dans l'existante de problèmes d'asymétrie d'information sur les marchés du crédit.<sup>66</sup>

Le canal large du crédit indique qu'une hausse des taux d'intérêt dégrade la situation financière et patrimoniale des agents qui souhaitent emprunter, ce qui augmente les risques de la banque, comme de tout créancier.<sup>67</sup>

La schématisation de canal du bilan bancaire est la suivante :

$$M \uparrow \rightarrow Pe \uparrow \rightarrow \text{sélection adverse} \downarrow \text{ et aléa de moralité } \downarrow \rightarrow \text{prêts} \uparrow \rightarrow I \uparrow \rightarrow Y \uparrow$$

Dans le cadre d'une politique monétaire expansive (M) qui entraîne une hausse des cours des actions (Pe), ce qui va renforcer la situation nette des entreprises et conduit à l'augmentation des dépenses d'investissement (I) et de la demande global (Y).

**Tableau N°04 : Canal du crédit**

<b>Canal de transmission</b>	Canal large du crédit (théorie de l'accélérateur financier)	Canal du crédit bancaire ou canal strict du crédit
<b>Agents concernés</b>	Entreprises	Entreprises, ménages

**Source :** Frédéric Cherbonnier et Xavier Payet, « Les canaux de transmission de la politique monétaire en France », Analyses économiques, Direction de la prévision, N° 47, sept 2004, p8.

<sup>66</sup> Mishkin Frederic S, op.cit., p96

<sup>67</sup> Brana.S et Cazals.M, op.cit., p104



**Conclusion**

L'analyse économique de la monnaie apporte une vision multiple sur le rôle de cette dernière dans l'économie, le courant classique attache de l'importance au niveau global des prix, l'approche keynésienne à critiquer la théorie classique et estime que la monnaie n'est plus seulement un intermédiaire neutre des échanges détenus par les entités économique afin d'effectuer des transactions, tandis que l'approche monétariste reste dans la vision classique où elle considère que la monnaie agit seulement sur le niveaux des prix à long terme , et sur les variables réelles de l'économie à court terme.

A partir de la deuxième section on constat qu'il ya une variété d'objectifs et d'instruments de la politique monétaire, ces derniers ne présentent pas l'efficacité de la cohérence souhaitable, c'est pourquoi l'orientation discuté est souvent remis en question ; en effet le choix des instruments n'est pas neutre , c'est-à-dire que l'orientation générale de la politique adapté par les autorités monétaires n'est pas pleinement cohérente avec les objectifs fixés par le gouvernement, aujourd'hui la mise en œuvre de la politique monétaire est délicate, de nombreux changements et modifications sont nécessaire pour satisfaire la fonction générale de l'économie et son évolution pour satisfaire le désir du pouvoir politique.

# *Chapitre III*

*L'analyse de la création monétaire : le cas de  
L'Algérie*

**Introduction**

L'histoire de l'Algérie indépendante est marquée par la permanence et le rôle fondamental joué par les revenus de l'État, en particuliers pétroliers, dans la stratégie de développement du pays.<sup>68</sup>

A partir de l'année 2000, avec l'augmentation des recettes des exportations résultant de la hausse des prix du pétrole, l'Algérie a connu une croissance monétaire et sa situation de sous liquidité passe à une situation d'excès de liquidité. Ce qui va pousser les autorités monétaires algériennes à prendre des précautions en cas d'une variation des prix des hydrocarbures.

En effets, la variation de ces prix induit des effets directs sur l'offre de monnaie, étant donné que les avoirs extérieurs constituent la principale source de la création monétaire en Algérie. Il s'agit d'un phénomène nouveau caractéristique de l'évolution de la situation monétaire au cours des années 2000, l'agrégat avoirs extérieurs nets joue un rôle central dans l'expansion des liquidités monétaires.

Dans ce contexte, ce chapitre sera traité en deux sections. La première section va apporter sur l'impact des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie ; à savoir la liquidité, les équilibres monétaires, les crédits, ainsi que l'inflation.

La deuxième sera consacrée à l'étude de l'évolution de la situation monétaire en Algérie depuis 2000 ; y compris l'évolution du PIB et de la masse monétaire, les sources de la création monétaire, la liquidité bancaire, etc.

**Section 01 : L'impact du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie**

Le secteur pétrolier en Algérie ne cesse de se développer, notamment après l'augmentation des prix du pétrole au début du vingt-et-unième siècle, ce qui a permis de restaurer l'équilibre macro-économique du pays, les réserves officielles en devise augmentent et la dette extérieure diminue, de ce fait la balance des paiements et le budget de l'État sont excédentaires. Tout ça indique que l'économie algérienne est en bonne santé. Mais derrière cela se cache des indicateurs qui montre que l'économie souffres des difficultés à savoir : le faible niveau des exportations hors hydrocarbures, un taux de chômage élevé, les inégalités sociales, etc.

---

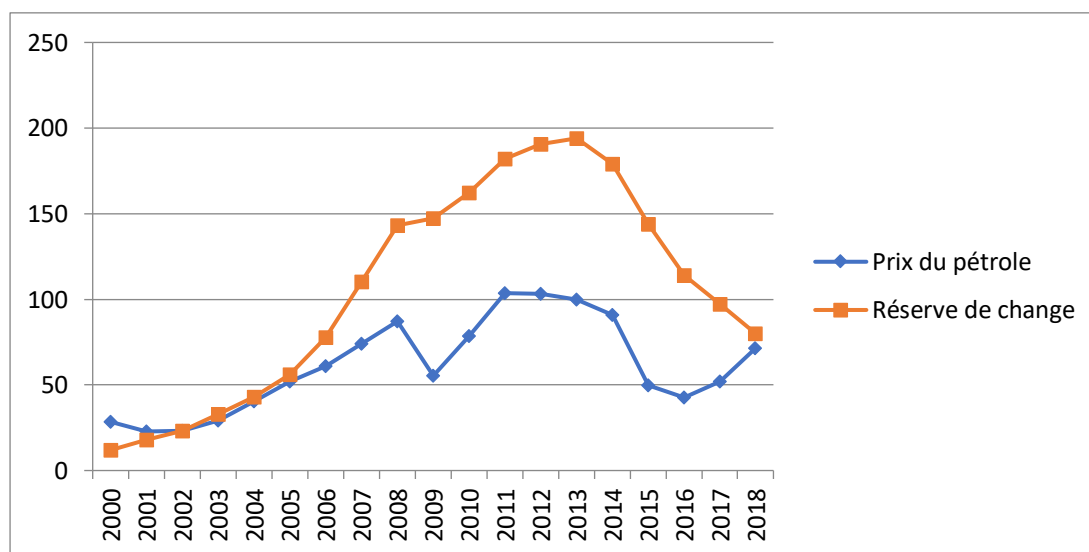
<sup>68</sup> Goumeziane Smail, « L'Algérie en transition » Thèse de doctorat en politique générale et stratégie des organisations, Paris-Douphin, 1993, p16

A travers cette section on va d'abord présenter le rôle des hydrocarbures dans l'économie algérienne. Pour bien comprendre l'impact des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie on va étudier l'impact du prix du pétrole sur les variables monétaires a savoirs : les équilibres monétaires, crédits à l'économie ainsi que son impact sur le taux d'inflation.

### 1. Le rôle des hydrocarbures dans l'économie algérienne

En générant autour de 94% des recettes en devises, les hydrocarbures constituent traditionnellement la pierre angulaire de l'économie algérienne. Cependant, depuis la chute du prix en juin 2014, les quatre dernières années ont été marquées par un recul net de la fiscalité pétrolière qui a généré des déficits budgétaires. Le déficit de la balance commerciale et l'impossibilité de réduire les importations ont diminué les réserves de change de 114 Mrd USD depuis 2014 pour passer à la fin 2018 à 79.8 Mrd USD. Si la croissance économique était de 1.5 % en 2018, un prix plus stable des hydrocarbures devrait permettre un accroissement autour de 2.0 % en 2019.<sup>69</sup> A travers la figure ci- dessous, nous présenterons l'évolution des prix de pétrole de 2000 à 2018 ainsi que les réserves de changes en Algérie durant la même période.

**Figure N°03: Évolution annuelle des prix du pétrole et les réserves de change en (dollars E.U./baril)**



**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

<sup>69</sup> Rapport économique Algérie, juillet 2019, suisse, p1

D'après cette figure on constate que grâce à l'augmentation des prix du pétrole qui passe de 17,44 dollars le baril fin 1999 à 100 dollars le baril en juin 2014, les réserves de changes s'accroissent à un rythme de 3 à 4 Mrd USD par mois. Les réserves de change passent de 11,91 Mrd USD fin 2000 à 194,01 Mrd USD fin 2013, ce qui a conduit à l'amélioration de la capacité nationale d'importation des biens et services.

Après la chute des prix du pétrole qui passe de 100 dollars le baril en juin 2014 à 45 dollars le baril en novembre 2014, pour amortir à ce choc, l'État continue de puiser dans ses réserves de change qui passent de 178,94 Mrd USD fin 2014 à 114,1 Mrd USD fin 2016.

Cependant, ces déficits, encore élevés, se sont traduits par la poursuite de l'érosion des réserves de change qui sont passées de 97,3 milliards de dollars à fin 2017 à 79,9 milliards de dollars à fin 2018.<sup>70</sup>

## **2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les variables monétaires (la liquidité)**

L'augmentation des prix des hydrocarbures à partir des années 2000 ont permis à l'Algérie de bénéficier d'un transfert massif de capitaux, mais cela affecte négativement le reste de l'économie à savoir une baisse d'activité dans le secteur hors hydrocarbures qui était de 0,7% en 2019 contre 1,4 en 2018, ainsi qu'une instabilité des indicateurs économiques (le chômage qui est estimé à 11,9% en 2019, etc).

Pour relier l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la liquidité bancaire, il est d'abord important de présenter les facteurs qui influencent le niveau de la liquidité bancaire à savoir : la dépense publique, le solde de la balance des paiements ainsi que la circulation fiduciaire.

### **➤ La dépense publique et le solde du compte courant du Trésor à la banque centrale**

Les dépôts de Trésor public représentent une source exogène de la création monétaire, le solde global du Trésor à la banque d'Algérie a connu deux tendances, la première est haussière de 2000 à 2007 et la seconde est baissière de 2008 à 2018. Pour connaître les causes et les conséquences de cette baisse et cette hausse nous allons analyser le tableau ci-dessous ;

---

<sup>70</sup> Rapport banque d'Algérie 2008, p4

Tableau N°05 : le solde global du Trésor à la banque centrale

Années	Solde global du Trésor(SGT)	PIB	SGT/PIB(%)
2000	398,8	4098,8	9,73
2001	171	4235,6	4,03
2002	10,5	4455,3	0,23
2003	262,9	5266,8	4,99
2004	436	6127,5	7,11
2005	896,4	7498,6	11,95
2006	1150,6	8391,0	13,71
2007	443,5	9366,6	4,73
2008	906,9	11090	8,17
2009	-668,6	10034,3	-6,6
2010	-178,2	11991,6	-1,48
2011	-168,6	14588,6	-1,15
2012	746,1	16208,7	4,6
2013	-143,7	16643,8	-0,86
2014	-1375,3	17205,1	-7,99
2015	-2621,7	16712,7	-15,68
2016	-2245,3	17514,6	-12,81
2017	-1662,3	18575,8	-8,94
2018	-1515,1	20259,1	-7,47

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

D'après le tableau ci-dessus, on constate que le solde global du Trésor à connu deux variations : positive de 2000 à 2008, et négative de 2009 à 2018 à l'exception de l'année 2012.

A la faveur de l'augmentation, forte et régulière, de la fiscalité sur les hydrocarbures résultant de la hausse des prix du pétrole sur la période 2004-2007, et en dépit de la hausse continue des dépenses publiques, notamment des dépenses d'équipement, l'excédent global du Trésor s'est accru en 2005-2006. Rapporté au PIB à prix courants, en forte croissance, ce solde est passé de 7,1 % en 2004 à 13,6 % en 2006. En 2007, avec la quasi stagnation de la fiscalité sur les hydrocarbures, et corrélativement des recettes totales, et la croissance des dépenses publiques, en

particulier d'équipement, l'excès de l'épargne sur l'investissement public représente encore 4,7% du PIB.

En 2009, par contre, et en dépit de la diminution des recettes budgétaires, le maintien à un niveau élevé de l'investissement public a été possible grâce à la solidité du stock d'épargnes financières en contexte de viabilité à moyen terme des finances publiques. En effet, après une forte hausse en 2008 (906,9 milliards de dinars, soit 8,2 % du Produit intérieur brut), le solde global des opérations du Trésor a enregistré, en 2009, un important déficit qui a atteint 668,8 milliards de dinars (6,6 % du PIB). Il s'agit là du premier déficit au titre de la décennie qui résulte principalement de la forte baisse des recettes des hydrocarbures. Le solde global des opérations au Trésor continu d'enregistrer un déficit jusqu'à 2011 (168,6 milliards de dinars et 1,15% du PIB). En dépit de l'effort de consolidation budgétaire, le solde global des opérations du Trésor est déficitaire à hauteur de 1,5 % du PIB en 2013 (4,4 % du PIB en 2012), soit cinq années consécutives de déficit après près d'une décennie d'excédents.

En 2015 le déficit budgétaire a presque doublé par rapport à 2014 et le PIB s'établit à 15,86% avec un besoin de financement de 2621,7 milliard de dinars, ce dernier baisse jusqu'à atteindre un montant de 1515,1 milliard de dinars en 2018 accompagné d'un PIB de 7,47%, cela se traduit par la hausse des recettes fiscales des hydrocarbures.

➤ **Le solde de la balance des paiements**

Le solde de la balance des paiements est l'un des facteurs de la liquidité bancaire, son évolution durant les deux dernières décennies est présentée à travers le tableau ci-dessous ;

**Tableau N°06: évolution de la balance des paiements de 2000-2018 en milliards de dollars**

<b>Années</b>	<b>Solde global de la balance des paiements</b>
2000	7,57
2001	6,19
2002	3,65
2003	7,59
2004	9,25
2005	16,3
2006	17,7
2007	29,6
2008	37
2009	3,86

2010	15,3
2011	20,1
2012	12,05
2013	0,13
2014	-5,8
2015	-27,5
2016	-26,03
2017	-21,7
2018	-15,82

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

D'après le tableau N°06 on constate que l'évolution de la balance des paiements est en période d'accroissement de 2000 à 2008 qui passe de 7,57% en 2000 à 20,1% en 2008. De cela, on réalise que « la viabilité de la balance des paiements a été rétablie dès le début des années 2000 et ce, pour la première fois, après le choc externe de 1986 »<sup>71</sup>. La consolidation soutenue de la viabilité de la balance des paiements au cours des années 2001 à 2008 a été renforcée par l'environnement externe favorable en terme d'évolution des prix des hydrocarbures.

Dans cette période 2000-2008 la balance des paiements est excédentaire, et cela grâce à la progression des réserves de change de 2005 à 2008 qui a conduit à la réduction de la dette extérieure. En 2009 la balance des paiements continue d'évoluer mais juste au rythme de 3,86% comparé à 2008 (20,1%), cela est a cause de « la forte contraction des recettes d'exportations d'hydrocarbures en 2009 due à la chute des prix des hydrocarbures, en tant que principal canal de transmission des effets de la grave crise économique mondiale. Cependant, la balance des paiements est restée viable en 2009, ancrée sur une consolidation soutenue en la matière durant les années 2001 à 2008. La période 2010-2012 est caractérisée par une forte évolution de la balance des paiements, et cela grâce à l'amélioration de la position financière extérieure, ainsi que, les indicateurs de la dette extérieure en 2010. En 2013 la balance des paiements a évolué d'un taux très faible 0,13%, et a partir de 2014 jusqu'à 2018, la balance des paiements rencontre un déficit qui atteint un seuil de 27,5% fin 2015. Cela est dû à « La baisse de la liquidité bancaire qui s'est poursuivie parallèlement aux déficits du solde global de la balance des paiements, en dépit des injections de liquidités résultant du financement des déficits budgétaires. »<sup>72</sup>

<sup>71</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2008, p59

<sup>72</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2016, p5



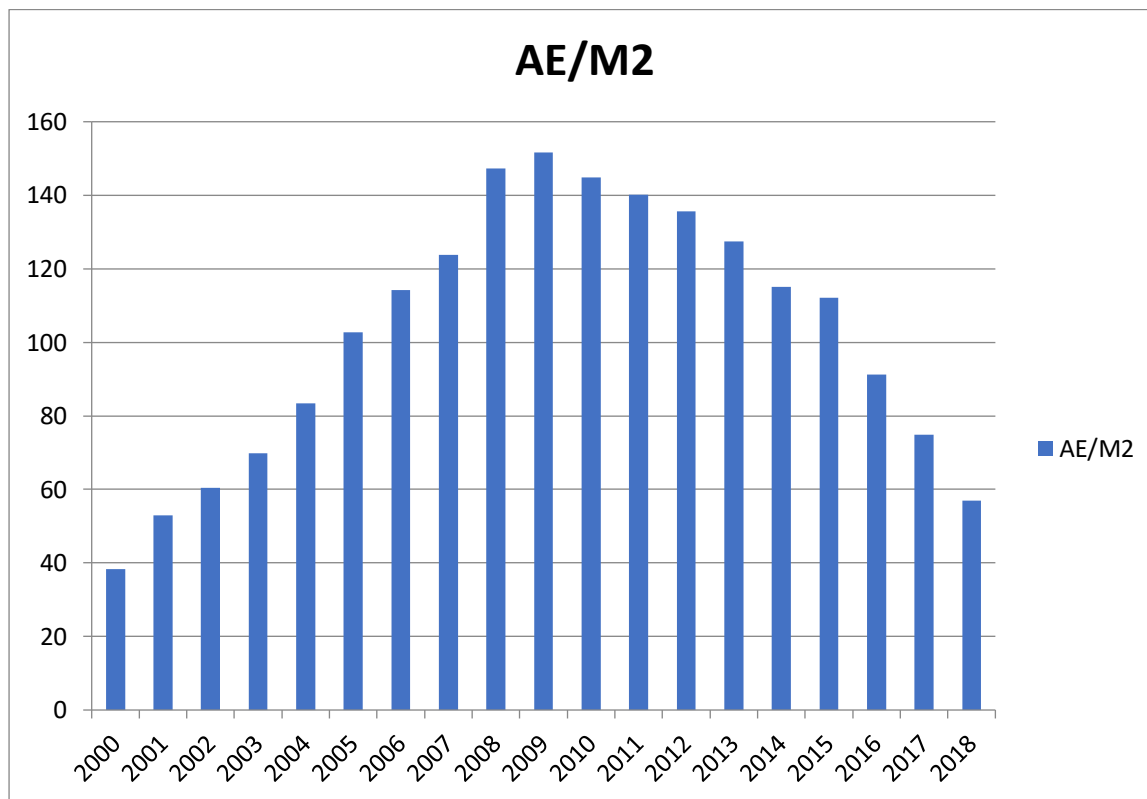
➤ **Les mouvements des billets (la circulation fiduciaire)**

Les banques peuvent mobiliser les avoirs en devises des entités économiques non financières (entreprises, services administratifs et ménages), pour répondre à leurs besoins de liquidités composés de monnaie centrale. La création de monnaie exogène est émise en échange d'or, de devises et de titres publics. Cette monnaie n'a pas de contrepartie dans le bilan des agents non financiers car elle n'est pas le résultat de leur engagement. Dans le cas de l'Algérie, les avoirs extérieurs (devises) qui forment le produit de l'exportation des hydrocarbures représente l'une des essentielles sources de la création monétaire.

**2.1. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les équilibres monétaires**

La création de la monnaie en Algérie est de source extérieure et que les avoirs extérieurs (devises), qui constituent le produit de l'exportation des hydrocarbures, sont considérés comme une principale source de la création monétaire.

**Figure N°04: Évolution du ratio avoirs extérieurs/M2 en Algérie**



**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

A la fin de l'année 1999, le ratio avoirs extérieurs/M2 s'élevait seulement à 9,5% en raison des variations de forte amplitude des prix des hydrocarbures à cause du « choc externe » de 1998-1999.<sup>73</sup>

Durant l'augmentation des prix des hydrocarbures à partir des années 2000, l'économie algérienne a connu une légère croissance, cette dernière est suivie par un accroissement de la masse monétaire au sens large. Par ailleurs, au début de l'année 2001, les avoirs extérieurs nets constituent la principale contrepartie de la création monétaire. En 2003, le ratio « avoirs extérieurs nets/M2 » atteint 69,85% et il observe un accroissement significatif atteignant un taux de 83,44% en 2004.<sup>74</sup>

Au cours de l'année 2005, les avoirs extérieurs nets surpassent l'agrégat M2 et le ratio « AE/M2 » enregistre un taux de 100,53%. Tandis que l'année 2006 s'est caractérisée par un niveau des avoirs extérieurs nets excédant la masse monétaire M2, ce qui reflète les bonnes performances de la balance des paiements réalisées.<sup>75</sup>

En effets, tout au long des années 2006-2008 le ratio « AE/M2 » n'a pas cessé d'augmenté, il atteint même son pic en 2009 (151,6%), ce qui reflète le renforcement de la qualité de la stabilité monétaire en Algérie. En conséquent des effets de la crise économique et financière de 2008, et ce qui a conduit à une forte baisse d'accroissement de la masse monétaire. Le ratio «AE/M2 » commence à baisser à fin de 2009 pour atteindre 144,9% en 2010 a cause de la baisse des prix du pétrole.

Au cours des années 2012-2013, le rythme de l'expansion monétaire a significativement reculé, sous l'effet notamment d'une contraction des dépôts du secteur des hydrocarbures. Cette forte décélération est due au fort recul du taux de progression des avoirs extérieurs nets.<sup>76</sup> En outre, le ratio « AE/M2 » baisse légèrement en 2013 à 127,49% par rapport a son niveau en 2012 où la situation de la balance des paiements était plus favorable.

En dépit de la faible progression des avoirs extérieurs nets en 2014 (0,74%), l'année qui a enregistré une reprise du rythme de l'expansion monétaire. En 2015 suite aux effets du choc

---

<sup>73</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2005, p144

<sup>74</sup> Rapport, de la banque d'Algérie 2003, p120

<sup>75</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2006

<sup>76</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2012

externe de la baisse des prix du pétrole, les avoirs extérieurs ont diminué et le ratio « AE/M2 » passe de 115,15% en 2014 à 112,19% en 2015.

La baisse du ratio avoirs extérieurs/M2, qui atteint 57,01% en 2018, s'explique principalement par l'évolution des cours de change des monnaies composant les réserves de change (dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro).<sup>77</sup>

En conclusion, on constate que la période 2000-2014, marquée par une augmentation des prix des hydrocarbures a permis d'accumuler des liquidités abondantes. Mais au cours de l'année 2015, en raison de la chute des prix des hydrocarbures, l'économie algérienne observe une contraction des avoirs extérieurs ce qui affectera négativement la croissance.

## **2.2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les crédits à l'économie**

Le tableau ci-dessous représente l'évolution du ratio des crédits à l'économie sur le PIB.

**Tableau N°07 : L'évolution du ratio de crédit à l'économie sur le PIB en (%)**

<b>Années</b>	<b>Crédit à l'économie/PIB</b>
2000	24,24
2001	25,46
2002	27,89
2003	26,21
2004	25,05
2005	23,74
2006	22,71
2007	23,44
2008	23,69
2009	30,45
2010	27,12
2011	25,9
2012	26,4
2013	30,9
2014	37,8
2015	43,5
2016	45,1
2017	47,8
2018	49,2

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

<sup>77</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2017

D'après les statistiques de la banque d'Algérie, durant les années 2000, les crédits à l'économie ont connu une légère augmentation par rapport aux années 90, et cela est dû essentiellement aux injections massives des recettes des hydrocarbures dans le système bancaire, ce qui procure des excès de liquidité et mène à l'augmentation de l'offre des crédits.

D'autre part, on remarque que le choc des prix du pétrole n'a pas eu d'effet sur les crédits à l'économie. Par ailleurs, la tendance à la baisse du ratio crédits à l'économie/PIB reflète les difficultés d'absorption productive des revenus pétroliers et la participation limitée des banques en faveur de la croissance de PIB, ce qui accroît de plus en plus, le niveau de la liquidité de l'économie.

### **3. L'évolution du taux d'inflation**

La conjoncture pétrolière exerce des effets directs sur l'offre de monnaie en Algérie et sur le niveau de la liquidité de l'économie et par conséquent, sur le taux d'inflation.

- En période de chute des prix du pétrole et des revenus pétroliers, l'offre de monnaie est « endogène » et l'obligation de financement d'impose à la banque centrale.
- En période d'augmentation des prix du pétrole et des recettes en devises du pays, l'offre de monnaie devient « exogène » puisqu'elle est soumise aux facteurs autonomes de la liquidité bancaire.<sup>78</sup>

Ces deux variations apparues après les fluctuations du prix du pétrole ont rendu difficile la formulation de la stratégie monétaire sur le long terme. Dans ce cas, les revenus pétroliers entravent le développement d'intermédiation financière.

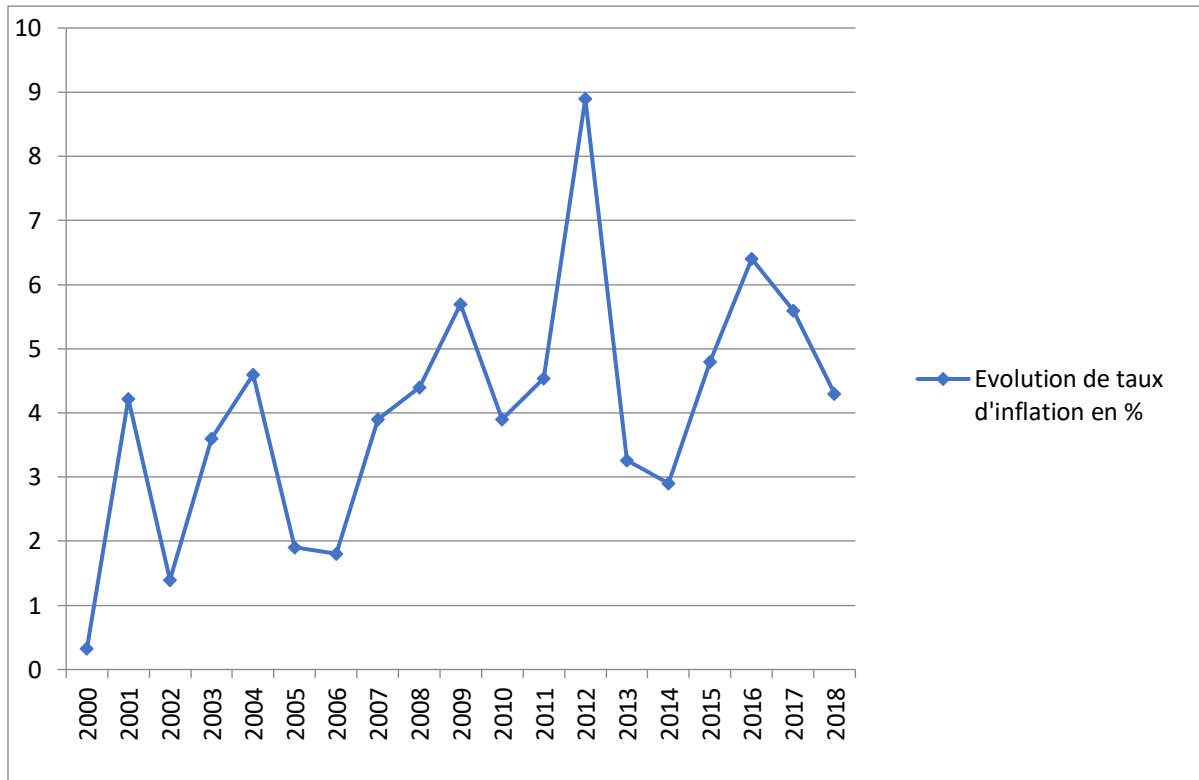
De plus, l'utilisation incontrôlée de la fiscalité pétrolière et dont les dépenses sont majoritairement dirigées vers les secteurs de biens non échangeables, le comportement qui entraîne la hausse du taux d'inflation dans la mesure où les dépenses publiques feront augmentées la quantité de la monnaie en circulation.

---

<sup>78</sup> Haoua Kahina, « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », thèse de magister en science économiques, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2012, p 231.

Par ailleurs, l'inflation reste sous contrôle notamment en période connaissant une hausse des prix du pétrole, ce qu'on va voir dans la figure suivante :

**Figure N°05: Évolution du taux d'inflation durant la période de 2000 à 2018**



**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

D'après le graphe ci-dessus, on constate que l'inflation semble à priori maîtrisée en termes d'objectif. Cela se traduit par la bonne gestion d'événements de l'excès de liquidité sur le marché monétaire algérien au début des années 2000. En effet, le taux d'inflation moyen des années 2000-2010 est de 3,25% c'est donc le résultat qui montre l'efficacité de la politique monétaire en Algérie durant cette période.

A partir de 2008, des taux d'inflation inquiétants commencent à apparaître atteignant 4,4% afin qu'il poursuive son augmentation en 2009 pour enregistré 5,7% et ce, en contexte de très faible progression de la masse monétaire (M2). Cette inflation est tirée principalement par l'inflation endogène.<sup>79</sup>

<sup>79</sup> Rapport de banque d'Algérie 2008

Selon la banque d'Algérie, le taux d'inflation atteint 4,54% en 2011, cela est dû à l'accélération de la masse monétaire en raison de la hausse des crédits à l'économie ainsi que l'augmentation des dépenses budgétaires. Mais ce taux accélère en 2012 pour atteindre un pic de 8,89%, son taux le plus élevé de la décennie, cette pression inflationniste est générée par l'augmentation des salaires et par le phénomène de l'inflation endogène<sup>80</sup>. Par conséquent, cette forte augmentation est suivie par une désinflation ample est rapide en 2013, l'inflation annuelle moyenne est estimée à 3,26%. L'inflation à continuer décroître en 2014 pour atteindre 2,9% mais cette désinflation s'est interrompue pour enregistré un taux de nouveau croissant de 4,8% à fin 2015. En effets, l'accélération du rythme annuel moyen de l'inflation, amorcé en 2015, s'est poursuivie en 2016 pour atteindre 6,4%. Ce regain de l'inflation serait davantage lié aux imperfections de la régulation et aux positions dominantes dans la plupart des marchés.<sup>81</sup> Enfin, en raison de la hausse du rythme d'expansion de la masse monétaire (M2), le taux d'inflation diminue jusqu'à 4.3% en 2018.

D'après cette analyse, on conclut que l'inflation en Algérie est liée aux prix des hydrocarbures. Par ailleurs, une hausse des prix du pétrole provoque un excédent de liquidité, cela engendre une augmentation de la demande globale qui, en conséquence, ne trouve pas de contrepartie dans la production globale, ce qui résulte l'augmentation générale des prix.

## **Section2 : L'évaluation de la situation monétaire en Algérie**

Malgré l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics durant les années quatre-vingt qui ont permis au système bancaire algérien d'évoluer. L'économie algérienne souffrait toujours de nombreux problèmes dont : l'inflation, le chômage, la dette extérieurs et le déficit budgétaire. Pour cela il est nécessaire d'évaluer les différents contextes macroéconomiques du système bancaire durant ces dernières années dont l'évolution de la masse monétaire et le PIB.

### **1. L'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB**

L'appréciation de l'évolution de la croissance monétaire est reliée à celle du PIB réel.

---

<sup>80</sup> Benhammouche Nassim, Bensalama Hafid, « étude de la relation monnaie-inflation en Algérie 2000-2016 » université Abderrahmane Mira Béjaia 2018.

<sup>81</sup> Rapport annuel de la banque d'Algérie 2016, p5

**Tableau N°08 : l'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 1990-1998**

Années	Évolution de M2		Évolution du PIB		Ration de liquidité (M2/PIB)	Vitesse de circulation (PIB/M2)
	En milliards de DA	En (%)	En milliards de DA	En (%)		
<b>1990</b>	343,0	11,4	556,8	41,8	61,6	1,62
<b>1991</b>	416,0	20,8	862,0	51,8	40,3	2,12
<b>1992</b>	516,0	27,8	1075,0	23,8	48,0	2,21
<b>1993</b>	627,0	22,7	1166,0	11,2	54,0	1,85
<b>1994</b>	724,0	13,0	1427,0	26,6	49,2	2,03
<b>1995</b>	800,0	9,2	1966,0	33,6	40,7	2,45
<b>1996</b>	915,0	14,3	2570,0	30,4	35,7	2,72
<b>1997</b>	1084,0	18,5	2780,0	7,7	39,0	2,5
<b>1998</b>	1288,0	18,8	2810,0	0,7	45,8	2,18

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de Naas Abdelkrim : « le système bancaire algérien de la décolonisation à l'économie de marché », ED Maisonneuve et la rose, Paris 2003 p 208 - 233

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de la masse monétaire et du PIB durant deux périodes : la première dite transitoire (1990-1993), et la période d'ajustement structurel (1994-1998).

Commençant par la période transitoire qui sera divisé en deux phases ; la première qui concerne les deux exercices 1990-1991, retrace une augmentation plus forte du taux du PIB qui est beaucoup plus supérieur au taux de l'accroissement de la masse monétaire qui est due à l'augmentation des recettes d'exploitation des hydrocarbures. Par contre la deuxième phase qui concerne les deux exercices 1992-1993, on remarque un accroissement du taux de la masse

monétaire qui est supérieur au taux du PIB. Cette dernière phase nous renseigne que le financement monétaire de l'économie revêt un caractère inflationniste.

La situation de surliquidité dans l'économie est illustrée par l'évolution de ratio de liquidité (M2/PIB), celui-ci atteint un taux très important en 1989 allant jusqu'à 72%. Ce dernier commence à baisser à partir de 1990 jusqu'à 1991, avant qu'il commence à reprendre son augmentation de 1992 pour atteindre les 54% en 1993. La reprise de ce taux est due à plusieurs facteurs dont la diminution des prix du pétrole de 1990 jusqu'à 1993, l'augmentation des dépenses publiques qui atteint 476 milliards de dollars en 1993 contre 212 milliards de dollars en 1991.

Cependant on remarque une hausse de la vitesse de circulation (PIB/M2) de 1,62 en 1990 jusqu'à 2,21 en 1992 et ensuite baisser en 1993 (1,85).

A partir du ratio PIB/M2, on constate que l'augmentation du PIB en 1990-1992 engendre une augmentation de la vitesse de la circulation, ce qui permet aux ménages de mettre en circulation une partie de leurs fonds thésaurisés.

La seconde période d'ajustement structurel 1994-1998 qui se divise en deux phases ; la première allant de 1994 jusqu'à 1995, où on constate une baisse de M2 qui était de 13% en 1994 pour atteindre 9,2% en 1995. En revanche, le taux du PIB augmente jusqu'à 33,6% en 1995 ce qui représente le triple du taux de M2. Cette phase nous renseigne que le financement monétaire de l'économie revêt un caractère déflationniste. Par contre, la deuxième phase allant de 1996-1998, on remarque une augmentation du taux de M2 qui s'accompagne avec une chute brutale du taux du PIB pour atteindre 0,7% en 1998.

Cependant le ratio de liquidité passe de 49,2% en 1994 à 35,7% en 1996, cette baisse s'accompagne d'une augmentation de la vitesse de la circulation de la monnaie qui passe de 2,03 à 2,72 ce qui pousse la politique monétaire d'assécher ses liquidités. Durant la période 1997-1998, le ratio de liquidité reprend son accroissement pour atteindre les 45,8% en 1998 contre 39% en 1996, contre la baisse de la vitesse de la circulation de la monnaie durant la même période qui passe de 2,5 à 2,18.



**Tableau N°09 : l'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 1999-2009**

Années	Évolution de M2		Évolution du PIB		Ration de liquidité (M2/PIB)	Vitesse de circulation (PIB/M2)
	En milliards de DA	En (%)	En milliards de DA	En (%)		
<b>1999</b>	1789,4	12,4	3248,2	14,8	55,0	1,81
<b>2000</b>	2022,5	13,0	4098,8	26,2	49,3	2,02
<b>2001</b>	2473,5	22,3	4235,6	3,3	58,3	1,71
<b>2002</b>	2901,5	17,3	4455,3	5,2	65,1	1,53
<b>2003</b>	3354,4	15,6	5266,8	16	63,6	1,57
<b>2004</b>	3738	11,4	6127,5	16,3	61	1,63
<b>2005</b>	4157,6	11,2	7498,6	22,4	55,4	1,80
<b>2006</b>	4933,7	18,7	8391,0	11,9	57,5	1,70
<b>2007</b>	5994,6	21,5	9366,6	10,9	63,9	1,56
<b>2008</b>	6955,9	16	11090	18,4	62,7	1,59
<b>2009</b>	7173,1	3,1	10034,3	-9,5	71,4	1,39

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

A la fin de 1999, qui a coïncidé avec la fin du plan d'ajustement structurel, la situation économique algérienne connaît une stabilisation macro-financière suite à la hausse des prix du pétrole. L'Algérie passe donc d'une situation de pénurie de liquidités à une situation d'excès d'offre de liquidités.

D'après le tableau, on remarque que les agrégats monétaires de l'économie algérienne connaissent une certaine évolution régulière notamment la croissance de la masse monétaire allant de 12,4% en 1999 jusqu'à 17,3% en 2002 avec un accroissement du PIB de 14,8% en 1999 à 26,2% en 2000 qui commence à baisser jusqu'à 5,2% en 2002.

Une situation de stabilité monétaire s'installe entre 2004 et 2008, dont on remarque un accroissement de la masse monétaire de 2004 à 2007 pour qu'il baisse en 2008 qui s'accompagne avec un taux du PIB qui s'étale entre 16,3% en 2004 jusqu'à 18,4% en 2008.

Suite à la crise économique et financière de la zone euro en 2009 « crise des Subprimes », il y a un ralentissement de l'activité de production mondiale et la baisse des prix du pétrole, ce qui a engendré une baisse du taux d'accroissement de la masse monétaire qui passe de 16% en 2008 à 3,1% en 2009 qui s'accompagne d'une chute brutale du taux du PIB qui était 18,4% en 2008 pour atteindre -9,5% en 2009.

Le ratio de liquidité a légèrement augmenté (63,6%) en 2003, après avoir enregistré une augmentation appréciable (65,1%) en 2002 qu'au cours de l'année 2001 où il était de 58,3%. Durant la période 2004-2009 le ratio de liquidité augmente dans la plupart des années, pour atteindre 71,4% en 2009 contre 61% en 2004.

En matière de la vitesse de circulation de la monnaie, ce ratio suit une tendance baissière dans la plupart des cas, indiquant la préférence des ménages à constituer des encaisses.

**Tableau N°10 : l'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 2010-2018**

Années	Évolution de M2		Évolution du PIB		Ration de liquidité (M2/PIB)	Vitesse de circulation (PIB/M2)
	En milliards de DA	En (%)	En milliards de DA	En (%)		
<b>2010</b>	8280,7	15,4	11991,6	20,3	69	1,44
<b>2011</b>	9929,2	19,9	14588,6	21,7	68	1,46
<b>2012</b>	11015,1	10,9	16208,7	11,1	67	1,47
<b>2013</b>	11941,5	8,4	16643,8	2,7	71,7	1,39
<b>2014</b>	13663,9	14,4	17205,1	3,4	79,4	1,25
<b>2015</b>	13704,5	0,1	16712,7	3	82	1,21
<b>2016</b>	13816,3	0,8	17514,6	4,8	78	1,26
<b>2017</b>	14974,6	8,4	18575,8	6,1	80	1,24
<b>2018</b>	16636,7	11,1	20259,1	9,1	82	1,21

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

Durant la période allant de 2010 à 2014 on constate une croissance de la masse monétaire qui s'étale entre 15,4% en 2010 à 14,4% en 2014 ; en 2015 la masse monétaire atteint 0,1% contre 0,8% en 2016 (période de quasi-stabilité). En 2014 la masse monétaire s'est accrue pour atteindre

8,4% et 11,1% en 2018, cette hausse est due au fort accroissement des dépôts à vue dans les banques ; quant au PIB il a une tendance baissière durant la période 2010-2015, sauf l'année 2011 où il a augmenté pour atteindre les 21,7%. A partir de 2016 le taux du PIB augmente régulièrement de 4,8% en 2016 à 6,1% en 2017, cette inflexion de la croissance s'explique principalement par la baisse des investissements publics dont la reprise en 2018 devrait amorcer un rebond de la croissance qui atteint 9,1%.

La liquidité bancaire reste stable de 2010 à 2012, elle s'est légèrement améliorée durant la période 2013-2015 de 71,7% en 2013 à 82% en 2015. En effet, l'excès de liquidité a été résorbé de manière effective par un instrument de reprise de liquidités. Les banques ont augmenté leurs avoirs en comptes auprès de la banque d'Algérie.<sup>82</sup>

Avec la baisse du prix du pétrole et les déficits de la balance des paiements, la liquidité bancaire a augmenté de 79,4% en 2014 à 82% en 2018.

Cependant, le ratio de la vitesse de la circulation de la monnaie n'est pas stable tout au long de cette période, il augmente de 1,44 en 2010 à 1,47 en 2012. Il commence à baisser de 1,39 en 2013 jusqu'à 1,21 en 2018.

## **2. Les sources de la création monétaire**

En Algérie les sources de la création monétaire sont naturellement les contreparties de la masse monétaire qui dépend de trois sources principales à savoir ; les avoirs extérieurs, crédits à l'État et crédits à l'économie.

- **Les avoirs extérieurs** : ils représentent le solde net de la balance des paiements qui comprennent principalement les avoirs en or détenus par la banque d'Algérie, la position à l'égard du FMI, les avoirs en devises de la banque centrale, et les avoirs en devises convertibles des intermédiaires des finances bancaires.
- **Les crédits à l'économie** : ils représentent l'ensemble des crédits accordés par les banques commerciales aux entreprises et aux ménages ainsi que les crédits directs de la banque centrale à des organismes publics et les découverts accordés aux banques commerciales.

---

<sup>82</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2015

- **Les crédits à l'État** : ils représentent le budget de l'État détenu par la banque centrale et les banques commerciales.

Afin d'étudier l'évolution des contreparties de la masse monétaire, il est nécessaire de connaître les prix du pétrole qui ont un impact direct sur les sources de la création monétaire et qui se présente dans le tableau ci-dessous ;

**Tableau N°11 : Évolution des prix du pétrole de 1990 à 2018 en dollars**

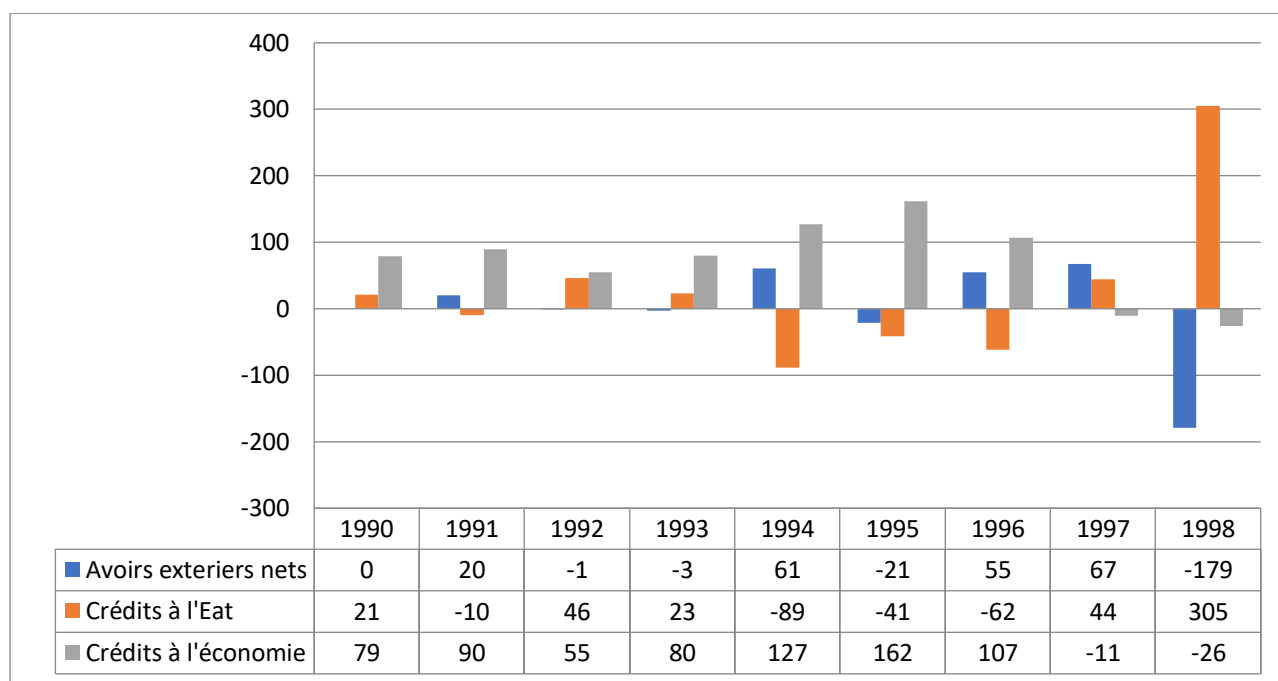
Années	Prix de barils du pétrole(en dollars US)
1990	22,26
1991	18,62
1992	18,44
1993	16,33
1994	15,53
1995	16,86
1996	20,29
1997	18,86
1998	12,28
1999	17,44
2000	28,5
2001	22,8
2002	23,3
2003	29
2004	40,4
2005	52,1
2006	61
2007	74
2008	87,2
2009	55,2
2010	78,7
2011	103,6

2012	103,3
2013	99,9
2014	90,7
2015	49,7
2016	42,7
2017	51,9
2018	71,3

Source : Réaliser par nous- mêmes à partir des données de l'OPEP et de la banque central

L'évolution des contreparties de la masse monétaire se présente à travers la figure si dessous ;

Figure N°06: Évolution des contreparties de la masse monétaire (1990-1998)



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données de Naas Abdelkrim « le système bancaire algérien de la décolonisation à l'économie de marche», ED Maisonneuve et la rose, paris 2003 p 208 – 233

Avant les années 90 la source principale de la création monétaire en Algérie était les crédits à l'État. À partir des années 1990-1998 on constate que les avoirs extérieurs ont connu une situation instables qui étaient une source de destruction de la masse monétaire, sauf en 1991 où

les avoirs extérieurs représentent un taux de 20% suite à l'accord de confirmation de crédit apporté par le FMI. En 1998 le prix du pétrole a fortement baissé, ce qui a conduit à la baisse des avoirs extérieurs (-179%). De ce fait on constate que la contrepartie « avoirs extérieurs » n'a pas joué un rôle important dans le processus de la création monétaire en Algérie durant cette période à l'exception des années 94-96-97 où on constate une augmentation des taux des avoirs extérieurs due à la hausse des prix du pétrole.

Concernant les crédits à l'État, ils ont commencé à diminuer à partir de 1994 suite au rachat de Trésor public des créances détenues par les banques sur les entreprises. Mais à partir de 1997-1998, ils commencent à augmenter suite aux crédits accordés par le FMI dans le cadre du plan d'ajustement structurel.

Cependant les crédits à l'économie ont connu une augmentation considérable de 1990 à 1996 c'est la période où ils ont représenté la source principale de la création monétaire en Algérie, avant qu'ils commencent à diminuer en 1997-1998 en raison de l'augmentation des taux d'intérêts.

**Tableau N°12 : Évolution des contreparties de la masse monétaire (1999-2018)**

Années	Avoirs extérieurs	Crédit à l'État	Crédit à l'économie	Total
1999	-43	48	95	100
2000	217	-61	-56	100
2001	105	-21	17	100
2002	69	1	29	100
2003	108	-28	21	100
2004	159	-91	32	100
2005	270	-232	62	100
2006	123	-34	12	100
2007	145	-68	23	100
2008	157	-79	23	100
2009	51	11	38	100
2010	80	7	13	100

2011	81	-1	20	100
2012	61	5	34	100
2013	23	8	69	100
2014	16	40	44	100
2015	-12	86	26	100
2016	8685	-6608	-1977	100
2017	-85	125	60	100
2018	-176	165	111	100

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

A partir des données du tableau on constate que les avoirs extérieurs nets représentent la principale source de la création monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies. A partir de l'an 2000 la contrepartie avoirs extérieurs nets à évoluer de 217% (ils ont triplé par rapport à l'année 1999) cela est due à l'augmentation des prix du pétrole qui passe de 18,1 dollars le baril en 1999 jusqu'à 100 dollars le baril en moyenne entre 2011 et 2014. En 2015 on remarque que l'évolution des avoirs extérieurs baisse de 12% , cela a été causé par la baisse des prix du pétrole où ils atteignent 36,7 dollars le baril fin décembre 2015, en 2016 on constate une forte augmentation de la part des réserves obligatoires qui sont 86 fois plus important que la part des crédits à l'État qui a baisser de 66 fois, ainsi que les crédits à l'économie qui ont baisser de 19 fois.<sup>83</sup>

Les avoirs extérieurs jouent un rôle central dans l'expansion des liquidités monétaires et donc dans la formation des épargnes financières des agents économiques non financiers. Constitués par les réserves officielles de change, ils connaissent une croissance constante à laquelle contribue la conjoncture pétrolière.<sup>84</sup>

Concernant les crédits à l'État ils ont connu une constante diminution de 1999 à 2016, à l'exception des années 2017 (125%) et 2018 (165%), cette baisse est due à l'augmentation des prix du pétrole à partir de l'an 2000, donc l'État n'emprunte plus, ni auprès de la banque centrale ni auprès de l'étranger.

<sup>83</sup> NB : les chiffres trop élevés enregistrés en 2016 sont dus à la masse monétaire M2 qui est petite (-32).

<sup>84</sup> Aoudia Kahina « efficacité de la politique monétaire en Algérie 1990-2017 », journal scientifique, université d'Alger 3, décembre 2017

Comme en 2015, 2016 et 2017, l'évolution des contreparties de la masse monétaire M2, indique que ce sont les crédits du système bancaire à l'État, en fait ceux de la Banque d'Algérie, qui concourent le plus à l'évolution de la masse monétaire (M2). En effet, dans un contexte de baisse des flux négatifs de réserves de change, liée au déficit du solde global de la balance des paiements c'est les flux de crédits à l'État du système bancaire qui expliquent la progression de la masse monétaire M2.<sup>85</sup>

Cependant les crédits à l'économie restent en évolution modeste et ont connu une reprise à partir de l'an 2001(17%), ce qui va engendrer une situation de surliquidité bancaire.

### **3. La structure de la masse monétaire**

L'évolution de la situation monétaire au cours des années 2000 à engendrer l'accroissement de l'agrégat monétaire M2.

**Tableau N°13 : Structure de la masse monétaire(M2) durant la période 1998-2018 en (%)**

<b>Années</b>	<b>Circulation fiduciaire(CF)</b>	<b>Dépôts à vue</b>	<b>Dépôts à terme</b>	<b>Total</b>
2000	46,3	44,6	9,1	100
2001	46,6	44,8	8,6	100
2002	46,9	44,8	7,8	100
2003	48	44	8	100
2004	40,4	52,2	7,4	100
2005	37,7	50,8	11,5	100
2006	34	55,4	10,6	100
2007	30,3	60,7	9	100
2008	31	59,7	9,3	100
2009	37	51,4	11,6	100
2010	36,4	50,7	12,9	100
2011	36	49,5	14,5	100
2012	38,4	44	17,6	100
2013	38,8	43,2	18	100

<sup>85</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2018, p100



2014	38,1	46,5	15,4	100
2015	44,4	42,2	13,4	100
2016	47,8	39,8	12,4	100
2017	46	44	10	100
2018	43,2	47,1	9,7	100

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

L'évolution de la circulation fiduciaire, qui s'est stabilisée autour de 31% au cours de la période du PAS, se stabilise aussi de la période 2000 à 2003 autour de 46%, mais elle commence à diminuer à partir de 2004 pour atteindre 30% en 2007, le taux qui dénote la faible capacité du système bancaire à résorber le degré élevé de la monnaie fiduciaire, afin qu'elle s'étale entre 36% et 43% allant de 2010 à 2018.

L'évolution forte des dépôts des banques a pour origine plus d'accroissement des dépôts provenant du secteur public que celui provenant du secteur privé. Cependant, les dépôts à vue qui continuent à augmenter de 2000 à 2008 est en raison de l'accroissement important des dépôts à vue du secteur public en contexte d'excès de liquidité sur le marché monétaire interbancaire.

En effet, toute forte augmentation des dépôts à vue dans les banques, résulte de l'augmentation des dépôts à vue de l'entreprise nationale des hydrocarbures (SONATRACH), qui a bénéficié en 2018 du remboursement d'une partie de ses créances sur le Trésor.

Quant aux dépôts à terme, ils ont aussi augmentés de 11,1% contre 19% pour les dépôts à vue. Hors les dépôts à terme de l'entreprise nationale des hydrocarbures, leurs augmentation a été de 11,9% à raison de 22,4% pour les dépôts du secteur public économique et 9,1% pour ceux du secteur privé.

En revanche, la croissance de la circulation fiduciaire a légèrement diminué en 2018 de sorte que la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire M2 a diminué pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, à 29,6% en fin décembre 2018, contre 31,5% en fin 2017 et 32,5% en 2016.<sup>86</sup>

<sup>86</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2018, p98

**4. La répartition du crédit à l'économie par maturité**

Ce qui caractérise aussi une économie d'un pays, c'est l'évolution des crédits à l'économie. En outre, l'octroi des crédits par les banques constitue une importante source de création monétaire.

**Tableau N° 14: La répartition du crédit à l'économie par maturité (2000-2018)**

<b>Années Crédit</b>	<b>Crédit à court terme en (%)</b>	<b>Crédit à moyen terme en (%)</b>	<b>Crédit à long terme en (%)</b>	<b>Pourcentage</b>
2000	47	49,6	3,4	100
2001	47,6	49,1	3,3	100
2002	49,6	47,6	2,8	100
2003	56	40,5	3,4	100
2004	54	40,2	5,8	100
2005	51,9	42	6,1	100
2006	48,1	41,3	10,7	100
2007	46,5	37,5	15,9	100
2008	45,5	34,8	19,7	100
2009	42,8	29,3	27,9	100
2010	40,1	25,4	34,5	100
2011	36,6	22,8	40,7	100
2012	31,8	22,8	45,4	100
2013	27,6	23,8	48,6	100

2014	24,7	21,7	53,5	100
2015	23,5	22,6	53,9	100
2016	24,2	22,9	52,9	100
2017	25,9	20,8	53,4	100
2018	26,9	16,9	56,2	100

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

La situation monétaire des Années 2000 est caractérisée par une convergence des taux de croissance des crédits à l'économie et la masse monétaire M2. Cette situation a conduit à une amélioration soutenue des ratios d'intermédiation bancaire, d'autant plus qu'il est apparu une corrélation entre le développement du secteur bancaire et la reprise de la croissance.<sup>87</sup>

D'après le tableau ci-dessus, on remarque pour les années 2000 à 2006, une prédominance apparente des crédits à court terme au détriment des crédits à long terme, puis à la fin de 2006 qu'on constate une forte augmentation de crédits à long terme en raison de l'évolution favorable des crédits hypothécaires, qui ont enregistré une évolution appréciable, et des crédits d'investissements distribués au secteur de l'énergie et aux unités de dessalement de l'eau.

En 2008, la progression des crédits bancaires est évaluée à 18% sous l'effet de la forte croissance des crédits à moyen et long terme dans les secteurs cités, la part de ces crédits à montée à 56,22% en 2009 contre 54,52% en 2008 (d'ici on résulte que le secteur bancaire algérien n'ayant pas été touché par les effets de la crise financière internationale). A la fin de 2010, une baisse des crédits distribués au secteur privé en raison de la forte croissance des crédits distribués aux secteurs publics, mais le rachat des créances à court terme a eu pour résultat la hausse de la part des crédits à moyen et long terme (59,9% en 2010 contre 57,2% en 2009).

Par ailleurs, avec l'augmentation de la part des crédits à moyen et long terme à 68,2% en 2012, le dynamisme des crédits bancaires à l'économie traduit l'amélioration de la structure du financement de l'investissement.

---

<sup>87</sup> Rapport annuel de la banque centrale 2004, p142

La part des crédits à court terme est passée de 31,8% en 2011 à 23,5% en 2015, celle des crédits à moyen terme de 22,8% à 22,6% et les crédits à long terme passent de 40,7% à 53,9% en 2015.

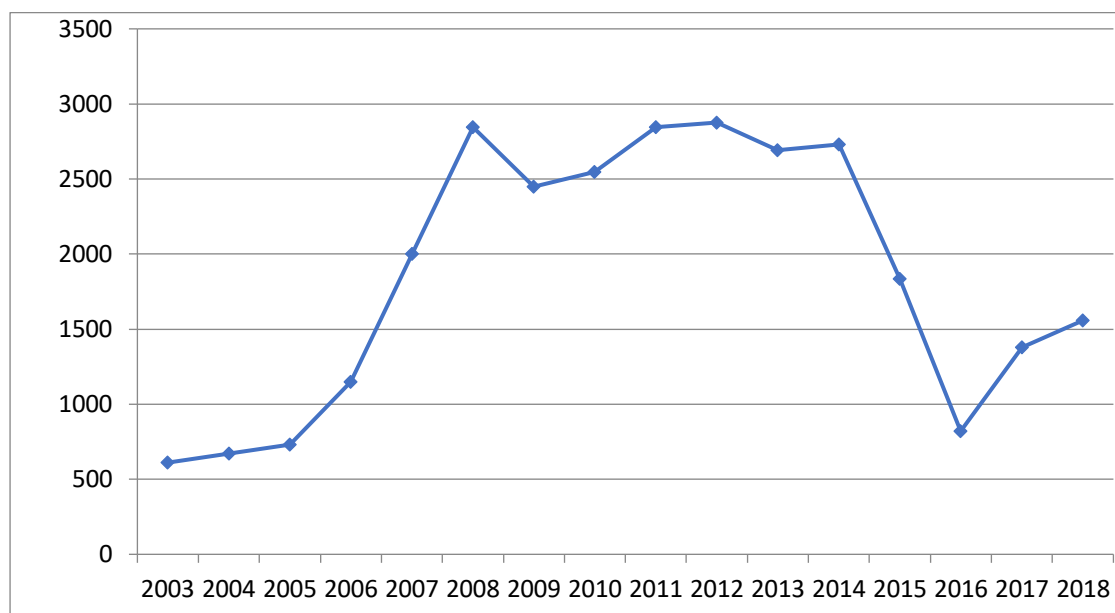
Cependant, l'évolution de la structure des crédits, hors rachat de créances, indique une hausse significative de la part des crédits à long terme qui passe de 52,9% en 2016, de 53,4% en 2017 à 56,2% en 2018. Tandis que celle des crédits à moyen terme baissant encore de 16,9% en 2018 contre 20,8% en 2017 et 22,9% en 2016 et les crédits à court terme progressent légèrement de 25,9% à 26,9%. En revanche, les banques privées sont peu présentes sous l'angle du financement de l'investissement, cela étant les crédits à long terme sont majoritairement des crédits destinés aux grandes entreprises publiques, notamment du secteur de l'énergie.

### **5. Évolution de la liquidité bancaire en Algérie**

La liquidité bancaire représente une partie de la monnaie de la banque centrale, c'est la plus grande préoccupation de toute institution financière et bancaire, c'est pourquoi les banques doivent gérer leurs ressources de manière à éviter de se retrouver face à une situation de besoin de liquidités ou au contraire, un excès de liquidités (surliquidité).

En Algérie le système bancaire algérien s'est caractériser par une situation de surliquidité à partir de 2002 qui revêt un caractère quasi-structurel comme l'ont affirmé les responsables de la banque d'Algérie.

Figure N°07: Évolution de la liquidité bancaire en Algérie de 2003 à 2018 en Mds de DA



**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

D'après le graphe ci-dessus, on constate que la liquidité bancaire est en évolution de 2003 jusqu'à 2012, elle passe de 611,2 milliards de dinars en 2003 à 2845,9 milliards de dinars en 2008, où elle réalise un taux de croissance de 42,2%. En 2009 la liquidité bancaire enregistre une légère baisse soit un montant de 2447,2 milliards de dinars.

Après la contraction enregistrée en 2009 et la reprise de l'expansion de la liquidité bancaire de près de 4,18 % en 2010 et de 11,59 % en 2011, l'année 2012 a enregistré une progression modérée en la matière (1,1 %) par rapport à fin 2011. En effet, la liquidité bancaire s'est accrue de seulement 31 milliards de dinars, sous le double effet de la poursuite de l'accumulation des avoirs extérieurs et de l'augmentation des dépôts des entreprises et des ménages dans un contexte de forte expansion des dépenses budgétaires.<sup>88</sup> En 2013 on remarque une nouvelle contraction de la liquidité bancaire où elle baisse jusqu'à 2692,99 milliards de dinars et atteint un taux de croissance de -6,37%.

L'année 2014 a enregistré une progression modérée en la matière (1,4 %), en dépit du choc externe. La liquidité bancaire s'est accrue de 2731 milliards de dinars, supportée par

<sup>88</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2012, p140

l'augmentation des dépôts bancaires du secteur des hydrocarbures.<sup>89</sup> La liquidité bancaire baisse à nouveau en 2015 (1832,6 milliards de dinars) et 2016 (820,9 milliards de dinars) cette évolution à la baisse est due à plusieurs facteurs.

Avec la diminution des réserves de change qui passent de 11227,4 milliards de dinars en 2017 à 9485,6 milliards de dinars en 2018, et l'augmentation des crédits à l'État qui passe de 4691,9 milliards de dinars en 2017 à 6325,7 milliards de dinars en 2018, ainsi que l'augmentation de la circulation fiduciaire hors banque d'Algérie qui a augmenté de 209,9 milliards de dinars, la liquidité bancaire à remonté jusqu'à 1557,6 milliards de dinars en 2018 contre 380,6 milliards de dinars en 2017. Et cela suite à la mise en œuvre du financement non conventionnel. Pour la même raison, la quantité de monnaie en circulation s'est accrue de 11,1 % en 2018 contre 8,4 % en 2017.<sup>90</sup>

## **6. La répartition du financement de la banque d'Algérie**

Les banques peuvent accorder des avances ou des concours à l'État pour lui permettre de faire face au décalage entre ses recettes et dépenses et dans le but d'assurer le financement d'un déficit budgétaire.

**Tableau n ° 15: Financement de la banque d'Algérie en milliards de dinars**

<b>Années</b>	<b>Concours au Trésor public</b>	<b>Crédits aux banques</b>
2000	-156,4	170,5
2001	-276,3	0
2002	304,8	0
2003	-464,1	0
2004	-915,8	0
2005	-1986,5	0
2006	-2510,7	0
2007	-3294,9	0
2008	-4365,7	0
2009	-4402,0	0

<sup>89</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2014, p118

<sup>90</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2018, p5

2010	-49193	0
2011	-5458,4	0
2012	-5712,2	0
2013	-5646,7	0
2014	-4487,9	0
2015	-2156,4	0
2016	-870	0
2017	1967,4	0
2018	3857,8	0

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

Le financement du Trésor par la Banque d'Algérie et les banques commerciales a progressivement chuté à partir de 1999. Les concours au Trésor n'ont cessé de diminuer, marquant même durant les années 2000-20016 un désendettement du Trésor envers la banque centrale, un désendettement qui relève d'une destruction pure et simple de la monnaie.<sup>91</sup> Contrairement aux crédits aux banques, la banque d'Algérie ne leurs à consenti aucun crédit à partir de 2001, ce qui explique que le marché monétaire fonctionne entièrement hors banque centrale.

Cette situation est le résultat de l'amélioration des recettes fiscales qui est due à l'augmentation des prix du pétrole (allant jusqu'à 103,3 \$ pour un baril en 2012), ce qui à fait que le Trésor de ne plus faire appel aux avances de la banques d'Algérie.

### **Conclusion**

Pour éviter l'endettement extérieur, et dans le but d'assurer la stabilité économique, l'Algérie a dû recourir à la création monétaire. La période allant de 1990 à 2018 a connus une forte création monétaire, où la masse monétaire passe de 343 milliards de dinars en 1990 à 16636,7 milliards de dinars en 2018 (multipliée par 48 fois). Cependant la banque d'Algérie a créé 3585 milliards de dinars de monnaie, l'équivalent de 30,41 milliards de dollars jusqu'à la fin 2018. Par ailleurs les taux de liquidités enregistrés durant cette période sont très importants, c'est à partir de 2002 que

---

<sup>91</sup> GHANEM Lyes, « Essai d'analyse de l'impact des politiques monétaire sur le financement de l'investissement en Algérie », thèse de magister en science économique, université A. Mira Bejaia, 2005, p110.

l'Algérie passe d'une situation de pénurie de liquidités à une situation d'excès d'offre de liquidités (surliquidité), et cela est dû à l'augmentation des cours du pétrole à partir de 1999 où ces derniers représentent 94% en moyenne des exportations du pays.

Au jour d'aujourd'hui, l'économie algérienne dépend toujours de la rente pétrolière, mais la chute des prix du pétrole en 2015 ont affecté négativement la croissance économique mondiale, notamment celle de l'Algérie ou elle a été marquée par un recul de sa croissance économique, ce qui a entraîné un tarissement des excédents de liquidités, ainsi qu'une augmentation du taux de chômage et d'inflation durant les dernières années. Cette variété de déséquilibres macro-économiques conduit l'État à réfléchir sur une politique de refinancement afin de restaurer l'économie.





*Conclusion*

*générale*

## **Conclusion générale**

Pour conclure, on retient à travers le premier chapitre que la monnaie est omniprésente, et devenu un élément incontournable pour effectuer les transactions. Cependant, elle est considérée essentielle pour pousser l'activité économique d'un pays, c'est pourquoi il est nécessaire de créer davantage de monnaie. En effet, elle peut être créée par l'octroi des crédits par les banques, à travers les exportations et les opérations d'open market effectué par la banque centrale.

Quant au deuxième chapitre, on a présenté des généralités sur la politique monétaire et ses différents courants de pensée économique, où on a assisté à des divergences entre ses différents courants, dans le but d'une réalisation d'un équilibre macro-économique.

On a étudié le cas de l'Algérie, tout au long du troisième chapitre qui a fait l'objet d'analyse de la situation monétaire en Algérie, ainsi que l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques, cela nous a permis de répondre à notre problématique : **comment la monnaie est-elle créée en Algérie ?** Durant les deux dernières décennies.

La création monétaire en Algérie dépend de trois sources principales : les crédits à l'économie, les avoirs extérieurs, et les crédits à l'État, où ces derniers constituent la source principale de cette création durant la décennie 90. Mais avec l'augmentation des prix du pétrole à partir des années 2000 qui ont conduit à la hausse des avoirs extérieurs avec un passage de 775,9 milliards de dinars en 2000 à 9485,6 milliards de dinars en 2018, de ce fait, la contrepartie de la masse monétaire avoirs extérieurs constitue la source principale de la création monétaire durant les deux dernières décennies. De ce fait on constate que la deuxième hypothèse énoncée dans l'introduction générale est vérifiée.

La forte augmentation des dépôts à vue de l'entreprise des exportations des hydrocarbures (SONATRACH), s'est traduite par une réduction des déficits du Trésor. En outre, la croissance de la circulation fiduciaire a diminué en 2018 en sorte que la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire M2 a diminuée.

Quant à la répartition des crédits, l'octroi des crédits par les banques constitue une importante source de création monétaire. Et les crédits les plus accordés sont des crédits à long terme qui sont majoritairement des crédits destinés aux grandes entreprises publiques, notamment du secteur de l'énergie.

Ainsi l'Algérie est caractérisée par une situation de surliquidité à partir de 2002, qui passe de 611.2 milliards de dinars en 2003 à 1557.6 milliards de dinars en 2018. Depuis la hausse des prix du pétrole, le Trésor public ne fait plus appel aux avances de la banque d'Algérie.

Suite à la politique économique suivie en Algérie durant les années 2000 qui lui a permis d'être en position financière stable, avec des réserves de change importantes et un très faible endettement public et extérieur. Mais, les indicateurs de l'économie algérienne restent toujours dépendants du niveau des prix des hydrocarbures, où ces derniers représentent durant la période allant de 2000 à 2018 près de 96% des exportations du pays, 43% des recettes fiscales et 21% du PIB.

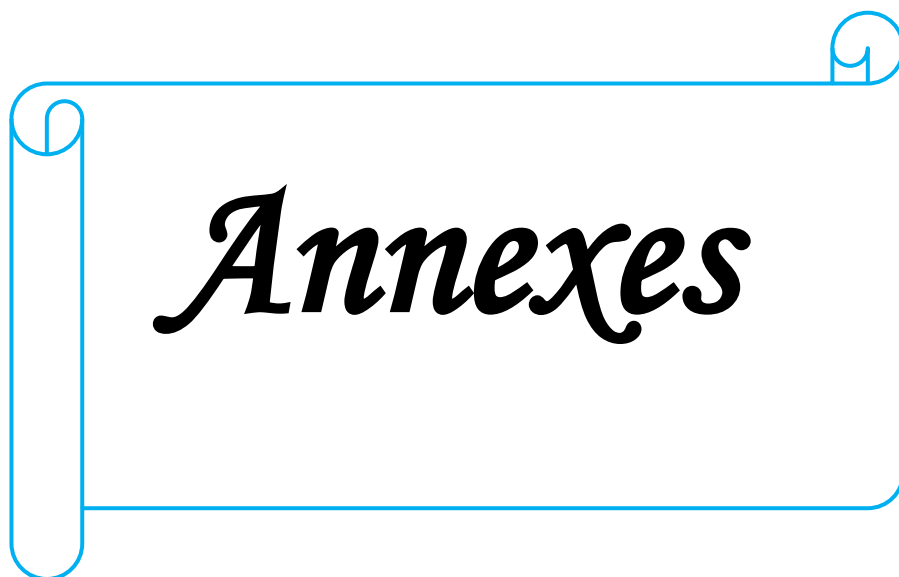
Par conséquent, avec la chute des prix du pétrole en 2014, on constate un recul net de la fiscalité pétrolière qui a abouti à des déficits budgétaires, des déficits de balance commerciale et l'impossibilité de réduire les importations. De cela on constate que le contexte macro-économique est influencé par la forte dépendance de l'économie algérienne à l'égard des exportations des hydrocarbures, et par le caractère volatil des prix du pétrole sur le marché international de l'énergie.

Les avoirs extérieurs qui constituent la principale contrepartie de la création monétaire, (dû à l'expansion des cours du pétrole à partir de 2001), ont abouti à l'accumulation de liquidités abondantes. Mais suite à la chute de ces cours en 2014, l'économie algérienne s'est trouvée encore une fois face à une situation défavorable qui a affecté négativement la croissance.

Afin de remédier à ces faits, il est important que l'Algérie :

- ☞ Puisse contrôler l'utilisation de la fiscalité pétrolière afin d'éviter les déséquilibres macro-économiques en cas d'une chute des prix.
- ☞ Lance des programmes d'investissement publics orientés vers l'industrie.
- ☞ Fasse développer d'autres secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, la pêche...
- ☞ Qu'elle, opte pour d'autres sources de création monétaire qui ne dépendent pas du secteur des hydrocarbures.

Enfin, nous espérons que cette modeste étude puisse servir de base à de prochains travaux d'analyse portant sur le même thème, et ouvrir à la recherche d'un développement économique viable, et socialement plus ou moins équitable.



*Annexes*

## Annexe N°1: Évolution de la situation monétaire en Algérie (1999-2018)

### TABLEAU 12 : SITUATION MONETAIRE (y compris caisse d'épargne)

	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003
(En milliards de dinars ; fin de période)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>169,6</b>	<b>775,9</b>	<b>1 310,7</b>	<b>1 755,7</b>	<b>2 342,7</b>
Banque centrale	172,6	774,3	1 313,6	1 742,7	2 325,9
Banques commerciales	-3,0	1,6	-2,8	13,0	16,8
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>1 619,8</b>	<b>1 246,6</b>	<b>1 162,8</b>	<b>1 145,8</b>	<b>1 012,2</b>
Crédits intérieurs	1 998,6	1 671,2	1 648,2	1 845,5	1 799,7
Crédits à l'Etat (nets)	847,9	677,5	569,7	578,7	420,8
Banque centrale	159,0	-156,4	-276,3	-304,8	-464,1
Banques commerciales	592,1	737,7	739,6	774,0	754,8
Dépôts aux CCP et au Trésor	96,8	96,2	106,4	109,4	130,1
Crédits à l'économie	1 150,7	993,7	1 078,4	1 266,8	1 378,9
Fonds de prêts de l'Etat	-14,5	-22,3	-12,7	-36,2	-59,8
Engagements extér. à moyen et long terme	-39,5	-27,6	-24,5	-36,6	-41,9
Autres postes (nets)	-325,0	-374,7	-448,2	-626,8	-685,8
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>1 789,4</b>	<b>2 022,5</b>	<b>2 473,5</b>	<b>2 901,5</b>	<b>3 354,9</b>
Monnaie	905,2	1 048,2	1 238,5	1 416,3	1 631,0
Circulation fiduciaire (hors banques)	440,0	484,5	577,2	664,7	781,3
Dépôts à vue dans les banques	368,4	467,5	554,9	642,2	719,6
Dépôts au Trésor et CCP	96,8	96,2	106,4	109,4	130,1
Quasi-monnaie	884,2	974,3	1 235,0	1 485,2	1 723,9
(Variation annuelle en pourcentage)					
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>12,4</b>	<b>13,0</b>	<b>22,3</b>	<b>17,3</b>	<b>15,6</b>
Monnaie	9,5	15,8	18,2	14,4	15,2
Quasi-monnaie	15,4	10,2	26,8	20,3	16,1
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>23,5</b>	<b>-23,0</b>	<b>-6,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>-11,7</b>
Crédits intérieurs	22,7	-16,4	-1,4	12,0	-2,5
Crédits à l'Etat	17,2	-20,1	-15,9	1,6	-27,3
Crédits à l'économie	27,0	-13,6	8,5	17,5	8,8
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	55,3	49,3	58,3	65,1	65,5
Monnaie/PIB	28,0	25,6	29,2	31,8	31,8
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	13,6	11,8	13,6	14,9	15,2
Crédit à l'économie/PIB	35,5	24,2	25,4	28,4	26,9
Monnaie/M2	50,6	51,8	50,1	48,8	48,6
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	24,6	24,0	23,3	22,9	23,3
Multiplicateur monétaire	4,0	3,7	3,2	3,4	2,9

	2004	2005	2006	2007	2008
(En milliards de dinars ; fin de période)					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>3 119,2</b>	<b>4 179,7</b>	<b>5 515,0</b>	<b>7 415,5</b>	<b>10 246,9</b>
Banque centrale	3 109,1	4 151,5	5 526,3	7 382,9	10 227,5
Banques commerciales	10,1	28,2	-11,3	32,6	19,4
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>525,2</b>	<b>-109,2</b>	<b>-687,5</b>	<b>-1 420,9</b>	<b>-3 291,0</b>
Crédits intérieurs	1 514,4	846,6	601,3	12,1	-1 011,8
Crédits à l'État (nets)	-20,6	-933,2	-1 304,1	-2 193,1	-3 627,3
Banque centrale	-915,8	-1 986,5	-2 510,7	-3 294,9	-4 365,7
Banques commerciales	736,9	777,3	870,8	723,1	278,6
Dépôts aux CCP et au Trésor	158,3	276,0	335,8	378,7	459,8
Crédits à l'économie *	1 535,0	1 779,8	1 905,4	2 205,2	2 615,5
Fonds de prêts de l'État	-49,0	-54,6	-33,5	-28,9	-16,3
Engagements extér. à moyen et long terme	-49,6	-20,6	-19,4	-14,7	-11,4
Autres postes (nets)	-890,6	-880,6	-1 235,9	-1 389,4	-2 251,5
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>3 644,3</b>	<b>4 070,4</b>	<b>4 827,6</b>	<b>5 994,6</b>	<b>6 955,9</b>
Monnaie	2 165,6	2 437,5	3 177,8	4 233,6	4 964,9
Circulation fiduciaire (hors banques)	874,3	921,0	1 081,4	1 284,5	1 540,0
Dépôts à vue dans les banques	1 133,0	1 240,5	1 760,6	2 570,4	2 965,1
Dépôts au Trésor et CCP	158,3	276,0	335,8	378,7	459,8
Quasi-monnaie	1 478,7	1 632,9	1 649,8	1 761,0	1 991,0

	2009	2010	2011	2012	2013
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>10 885,7</b>	<b>11 996,5</b>	<b>13 922,4</b>	<b>14 940,0</b>	<b>15 225,2</b>
Banque centrale	10 865,9	12 005,6	13 880,6	14 932,7	15 267,2
Banques commerciales	19,8	-9,1	41,8	7,3	-42,0
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>-3 712,6</b>	<b>-3 715,8</b>	<b>-3 993,2</b>	<b>-3 924,8</b>	<b>-3 283,6</b>
Crédits intérieurs	-402,4	-124,8	319,9	953,6	1 920,9
Crédits à l'État (nets)	-3 488,9	-3 392,9	-3 406,6	-3 334,0	-3 235,4
Banque centrale	-4 402,0	-4 919,3	-5 458,4	-5 712,2	-5 646,7
Banques commerciales	340,2	790,9	1 017,8	1 029,2	930,0
Dépôts aux CCP et au Trésor	572,9	735,5	1 034,0	1 349,0	1 481,3
Crédits à l'économie *	3 086,5	3 268,1	3 726,5	4 287,6	5 156,3
Fonds de prêts de l'État	-14,8	-14,5	-17,3	-24,4	-25,2
Engagements extér. à moyen et long term	-8,2	-6,2	-5,2	-3,8	-3,6
Autres postes (nets)	-3 287,2	-3 570,3	-4 290,6	-4 850,2	-5 175,7
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>7 173,1</b>	<b>8 280,7</b>	<b>9 929,2</b>	<b>11 015,1</b>	<b>11 941,5</b>
Monnaie	4 944,2	5 756,4	7 141,7	7 681,5	8 249,8
Circulation fiduciaire (hors banques)	1 829,4	2 098,6	2 571,5	2 952,3	3 204,0
Dépôts à vue dans les banques	2 541,9	2 922,3	3 536,2	3 380,2	3 564,5
Dépôts au Trésor et CCP	572,9	735,5	1 034,0	1 349,0	1 481,3
Quasi-monnaie	2 228,9	2 524,3	2 787,5	3 333,6	3 691,7
	(Variation annuelle en pourcentage)				
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>3,1</b>	<b>15,4</b>	<b>19,9</b>	<b>10,9</b>	<b>8,4</b>
Monnaie	-0,4	16,4	24,1	7,6	7,4
Quasi-monnaie	11,9	13,3	10,4	19,6	10,7
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>12,8</b>	<b>0,1</b>	<b>7,5</b>	<b>-1,7</b>	<b>-16,3</b>
Crédits intérieurs	-60,2	-69,0	-356,2	198,1	101,4
Crédits à l'État (nets)	-3,8	-2,8	0,4	-2,1	-3,0
Crédits à l'économie *	18,0	5,9	14,0	15,1	20,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	72,0	69,1	68,4	68,4	72,1
Monnaie/PIB	49,6	48,0	49,2	47,7	49,8
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	18,4	17,5	17,7	18,3	19,3
Crédits à l'économie/PIB	31,0	27,3	25,7	26,6	31,1
Monnaie/M2	68,9	69,5	71,9	69,7	69,1
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	25,5	25,3	25,9	26,8	26,8
Multiplicateur monétaire	3,2	3,2	3,2	3,0	2,9

Source : Banque d'Algérie

	2014	2015	2016	2017	2018
	(En milliards de dinars ; fin de période)				
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>15 734,5</b>	<b>15 375,4</b>	<b>12 596,0</b>	<b>11 227,4</b>	<b>9 485,6</b>
Banque centrale	15 824,5	15 522,5	12 694,1	11 320,8	9 572,4
Banques commerciales	-90,0	-147,1	-98,1	-93,4	-86,8
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>-2 047,7</b>	<b>-1 670,9</b>	<b>1 220,2</b>	<b>3 747,2</b>	<b>7 151,1</b>
Crédits intérieurs	4 512,3	7 844,7	10 592,1	13 571,9	16 302,1
Crédits à l'État (nets)	-1 992,3	567,5	2 682,2	4 691,9	6 325,7
Banque centrale	-4 487,9	-2 156,4	-870,1	1 967,4	3 857,8
Banques commerciales	1 012,3	1 479,3	2 387,9	1 688,7	1 362,4
Dépôts aux CCP et au Trésor	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8	1 105,5
Crédits à l'économie *	6 504,6	7 277,2	7 909,9	8 880,0	9 976,3
Fonds de prêts de l'État	-27,1	-25,1	-20,6	-16,0	-19,6
Engagements extér. à moyen et long term	-3,6	-3,7	-3,5	-3,8	-3,7
Autres postes (nets)	-6 529,3	-9 486,8	-9 347,8	-9 805,0	-9 127,6
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>13 686,7</b>	<b>13 704,5</b>	<b>13 816,3</b>	<b>14 974,6</b>	<b>16 636,7</b>
Monnaie	9 603,0	9 261,2	9 407,0	10 266,1	11 404,1
Circulation fiduciaire (hors banques)	3 658,9	4 108,1	4 497,2	4 716,9	4 926,8
Dépôts à vue dans les banques	4 460,8	3 908,5	3 745,4	4 513,3	5 371,8
Dépôts au Trésor et CCP	1 483,3	1 244,6	1 164,4	1 035,8	1 105,5
Quasi-monnaie	4 083,7	4 443,3	4 409,3	4 708,5	5 232,6
	(Variation annuelle en pourcentage)				
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>14,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>8,4</b>	<b>11,1</b>
Monnaie	16,4	-3,6	1,6	9,1	11,1
Quasi-monnaie	10,6	8,8	-0,8	6,8	11,1
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>37,6</b>	<b>18,4</b>	<b>173,0</b>	<b>207,1</b>	<b>90,8</b>
Crédits intérieurs	134,9	73,9	35,0	28,1	20,1
Crédits à l'État (nets)	38,4	128,5	372,6	74,9	34,8
Crédits à l'économie *	26,1	11,9	8,7	12,3	12,3
Pour mémoire :	(En pourcentage)				
Ratio de liquidité (M2/PIB)	79,4	82,0	78,9	80,6	82,1
Monnaie/PIB	55,7	55,4	53,7	55,3	56,3
Circulation fiduciaire (hors banques)/PIB	21,2	24,6	25,7	25,4	24,3
Crédits à l'économie/PIB	37,8	43,5	45,2	47,8	49,2
Monnaie/M2	70,2	67,6	68,1	68,6	68,5
Circulation fiduciaire (hors banques)/M2	26,7	30,0	32,5	31,5	29,6
Multiplicateur monétaire	2,9	2,6	2,6	2,4	2,7



Annexe N°2: Répartition des crédits à l'économie en Algérie (1999-2018)

**TABLEAU 14 : REPARTITION DES CREDITS  
A L'ECONOMIE PAR MATURITE**

	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Court terme	552,1	467,0	513,3	628,0	770,5
Moyen terme	565,0	492,9	529,5	602,8	560,9
Long terme	33,6	33,8	35,6	36,0	47,5
<b>Total :</b>	<b>1 150,7</b>	<b>993,7</b>	<b>1 078,4</b>	<b>1 266,8</b>	<b>1 378,9</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Court terme	36,1	-15,4	9,9	22,3	22,7
Moyen terme	23,3	-12,8	7,4	13,8	-7,0
Long terme	-20,4	0,6	5,3	1,1	31,9
<b>Total :</b>	<b>27,0</b>	<b>-13,6</b>	<b>8,5</b>	<b>17,5</b>	<b>8,9</b>
(En pourcentage du total)					
Court terme	48,0	47,0	47,6	49,6	55,9
Moyen terme	49,1	49,6	49,1	47,6	40,7
Long terme	2,9	3,4	3,3	2,8	3,4
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

	2004	2005	2006	2007	2008
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Secteur public	859,3	882,4	847,0	988,9	1 201,9
Secteur privé	675,4	897,3	1 057,0	1 216,0	1 413,3
Administration locale	0,3	0,1	1,4	0,3	0,3
<b>Total :</b>	<b>1 535,0</b>	<b>1 779,8</b>	<b>1 905,4</b>	<b>2 205,2</b>	<b>2 615,5</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Secteur public	8,6	2,7	-4,0	16,8	21,5
Secteur privé	14,8	32,9	17,8	15,0	16,2
Administration locale	0,0	-66,7	1300,0	-78,6	0,0
<b>Total :</b>	<b>11,2</b>	<b>15,9</b>	<b>7,1</b>	<b>15,7</b>	<b>18,6</b>
(En pourcentage du total)					
Secteur public	56,0	49,6	44,5	44,8	46,0
Secteur privé	44,0	50,4	55,5	55,1	54,0
Administration locale	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

	2009	2010	2011	2012	2013
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Court terme	1 320,5	1 311,0	1 363,0	1 361,6	1 423,4
Moyen terme	904,0	831,0	847,9	978,1	1 227,9
Long terme	862,0	1 126,1	1 515,6	1 947,9	2 505,0
<b>Total :</b>	<b>3 086,5</b>	<b>3 268,1</b>	<b>3 726,5</b>	<b>4 287,6</b>	<b>5 156,3</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Court terme	11,0	-0,7	4,0	-0,1	4,5
Moyen terme	-0,7	-8,1	2,0	15,4	25,5
Long terme	67,0	30,6	34,6	28,5	28,6
<b>Total :</b>	<b>18,0</b>	<b>5,9</b>	<b>14,0</b>	<b>15,1</b>	<b>20,3</b>
(En pourcentage du total)					
Court terme	42,8	40,1	36,6	31,8	27,6
Moyen terme	29,3	25,4	22,8	22,8	23,8
Long terme	27,9	34,5	40,7	45,4	48,6
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque d'Algérie

	2014	2015	2016	2017	2018
(En milliards de dinars ; fin de période)					
Secteur public	3 382,3	3 688,2	3 952,2	4 311,3	4 943,6
Secteur privé	3 121,7	3 588,3	3 957,1	4 568,3	5 032,2
Administration locale	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6
<b>Total :</b>	<b>6 504,6</b>	<b>7 277,2</b>	<b>7 909,9</b>	<b>8 880,0</b>	<b>9 976,3</b>
(Variation annuelle en pourcentage)					
Secteur public	38,9	9,0	7,2	9,1	14,7
Secteur privé	14,7	14,9	10,3	15,4	10,2
Administration locale	50,0	16,7	-14,3	-14,2	8,7
<b>Total :</b>	<b>26,1</b>	<b>11,9</b>	<b>8,7</b>	<b>12,3</b>	<b>12,3</b>
(En pourcentage du total)					
Secteur public	52,0	50,7	50,0	48,6	49,6
Secteur privé	48,0	49,3	50,0	51,4	50,4
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque d'Algérie



# *Bibliographie*



## Liste des ouvrages

1. Bailly, J-L, « Économie monétaire et financière » Ed Bréal, 2<sup>ème</sup> Ed, Paris, 2006.
2. Besnard.D et Redon.M , « La monnaie : politique et institutions », Ed Dunod, 1985.
3. Beziade. M, « la monnaie », 2<sup>ème</sup> Ed, Paris, 1985.
4. Brana. S. et Cazals. M, « La monnaie », Ed Dunod, Paris, 1997.
5. Caron.M , « Budget et politiques budgétaires », Ed Breal, Paris, 2007.
6. Chaineau. A, « Qu'est ce que la monnaie », Ed Economica, 2<sup>ème</sup> Ed, 1997.
7. Delaplace.M, « Monnaie et financement de l'économie », Ed Dunod, 2<sup>ème</sup> Ed, Paris, 2006.
8. Faugere.J.P, « La monnaie et la politique monétaire » Ed Seuil.1996.
9. Jaffre. P, « Économie et politique monétaire », Ed Economica, 4<sup>ème</sup> Ed Paris 1996.
10. Keynes.J.M, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Ed MacMillan, 1973.
11. Lehman J.P, « Le système des réserves obligatoires et le contrôle de la masse monétaire », Ed PUF, 1979.
12. Mishkin Frédéric « Monnaie, banque et marché financier » 10<sup>ème</sup> édition, Paris, 2013.
13. Montoussé.M et Chamblay.D, « 100 Fiches pour comprendre les sciences économiques », Ed B real, 3<sup>ème</sup> Ed, Paris, 2005.
14. Muriel Barlet, Laure Grusson « Quel impact des variations des prix du pétrole sur la croissance française ? » Ed Économie et prévision 2009.
15. Naas. Abdelkrim, « Le système bancaire algérien de la décolonisation à l'économie de marché », Ed Maisonneuve et Larose, Paris, 2003.
16. Parkin. M ; Bade.R et Carmichael « Introduction à la macroéconomie moderne », Ed ERPI, 2010.
17. Plihon Dominique, « La monnaie et ses mécanismes », Ed La découverte, 2001.
18. Scialom.L, « Économie bancaire », Repères, Ed découverte, 2004.
19. Sylvie Lecarprentier-Moyal « Agrégats monétaires pondérés », Ed Economica, Paris, 1998.
20. Waquet. I et Montousse. M « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006.



## Revue et rapports

1. Aoudia Kahina « Efficacité de la politique monétaire en Algérie 1990-2017 », journal scientifique, université D'Alger 3, décembre 2017.
2. Boumeddane. Zaza, « La réglementation juridique de la création monétaire en Algérie », université d'Oran, janvier 2020
3. Mishkin Frederic. S, « Les canaux de transmission monétaire : leçons pour la politique monétaire » bulletin de la banque de France – N°27,1996.
4. Sarwat Jahon et Chris Papageorgiou, « Qu'est-ce que le monétarisme », Ed L'ABC de l'économie, finances et développement, mars 2014.
5. Rapports de la banque d'Algérie 2000-2018.
6. Rapport économique sur l'Algérie, suisse, juillet 2019.



## Mémoires

1. Belgaid Lynda « Le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise financière actuelle en Algérie », mémoire master, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2017.
2. Benhammouche Nassim, Bensalama Hafid, « Étude de la relation monnaie-inflation en Algérie 2000-2016 » université Abderrahmane Mira Bejaia 2018.
3. Ghanem Lyes, « Essai d'analyse de l'impact des politiques monétaire sur le financement de l'investissement en Algérie », thèse de magister en science économiques, université A. Mira Bejaia, 2005.
4. Goumeziane Smail, « L'Algérie en transition » Thèse de doctorat en politique générale et stratégie des organisations, Paris-Douphin, 1993.
5. Haoua Kahina, « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », thèse de magister en science économiques, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2012.
6. Kadir Nassim « La politique monétaire de banque centrale européenne face à la crise des subprimes », mémoire magister en science économique, université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou.

## Sites internet

1. [www.imf.org](http://www.imf.org)
2. [www.opec.org](http://www.opec.org)
3. [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

## Dictionnaires

1. Capul.j-v « L'économie et les sciences sociale de A à Z »ED Hatier, paris 2005.






*Liste des  
illustrations*

## Liste des tableaux

<b>Tableau N°01</b> : Les formes de la monnaie.....	<b>11</b>
<b>Tableau N°02</b> : Les marchés dans la théorie économique néo-classique.....	<b>26</b>
<b>Tableau N°03</b> : Canal du prix des actifs.....	<b>43</b>
<b>Tableau N°04</b> : Canal du crédit .....	<b>44</b>
<b>Tableau N°05</b> : Le solde global du Trésor à la banque centrale.....	<b>49</b>
<b>Tableau N°06</b> : Évolution de la balance des paiements de 2000-2018 .....	<b>50</b>
<b>Tableau N°07</b> :L'évolution du ratio de crédit à l'économie sur le PIB.....	<b>54</b>
<b>Tableau N°08</b> : L'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 1990-1999.....	<b>58</b>
<b>Tableau N°09</b> : L'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 1999-2009	<b>60</b>
<b>Tableau N°10</b> : L'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB durant la période 2010-2018.....	<b>61</b>
<b>Tableau N°11</b> : Évolution des prix du pétrole de 1990 à 2018.....	<b>63</b>
<b>Tableau N°12</b> : Évolution des contreparties de la masse monétaire (1999-2018).....	<b>65</b>
<b>Tableau N°13</b> : Structure de la masse monétaire(M2) durant la période 1998-2018.....	<b>67</b>
<b>Tableau N° 14</b> : La répartition du crédit à l'économie par maturité (2000-2018).....	<b>69</b>
<b>Tableau N ° 15</b> : Financement de la banque d'Algérie .....	<b>73</b>

## Liste des figures

<b>Figure N°01 :</b> La courbe de Phillips, taux de chômage et inflation.....	<b>29</b>
<b>Figure N°02 :</b> Le « carrée magiques » de Nicholas Kaldor.....	<b>31</b>
<b>Figure N°03:</b> Évolution annuelle des prix du pétrole et les réserves de change .....	<b>47</b>
<b>Figure N°04:</b> Évolution de ratio avoirs extérieurs/M2 en Algérie.....	<b>52</b>
<b>Figure N°05:</b> Évolution du taux d'inflation durant la période de 2000 à 2018.....	<b>56</b>
<b>Figure N°06:</b> Évolution des contreparties de la masse monétaire (1990-1998)....	<b>64</b>
<b>Figure N°07 :</b> Évolution de la liquidité bancaire en Algérie de 2003 à 2018.....	<b>72</b>



# *Table des matières*

## Table des matières

**Remerciements**

**Dédicaces**

**Sommaire**

**Liste des abréviations**

<b>Introduction générale.....</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre I : Généralités sur la monnaie et la création monétaire.....</b>	<b>5</b>
Introduction.....	5
<b>Section N°1 : Notions sur la monnaie.....</b>	<b>5</b>
1.1. Définition de la monnaie.....	5
1.2. Origine et aperçu historique sur la monnaie.....	6
1.3. Les fonctions de la monnaie.....	6
1.3.1. La monnaie unité de compte.....	6
1.3.2. La monnaie intermédiaire des échanges.....	7
1.3.3. La monnaie réserve de valeur.....	7
1.4. Les différentes formes de la monnaie.....	8
1.4.1. Les formes anciennes.....	8
1.4.2. Les formes actuelles.....	9
1.5. La masse monétaire.....	12
1.5.1. Définition de la masse monétaire.....	12
1.5.2. La mesure de la masse monétaire (agrégats monétaires).....	13
1.5.2.1. Les agrégats monétaires.....	13
1.5.2.2. Définition et choix des agrégats monétaires.....	13

<b>Section 2 : La création monétaire.....</b>	<b>15</b>
1. Le mécanisme de la création monétaire.....	15
1.1. Définition de la création monétaire.....	15
1.2. Le principe de la création monétaire .....	15
2. Les acteurs de la création monétaire.....	16
2.1. La création monétaire par les banques commerciales.....	16
2.2. La création monétaire par la banque centrale.....	17
2.3. La création monétaire par le Trésor public.....	18
3. Les contreparties de la masse monétaire.....	18
3.1. Les crédits à l'État.....	19
3.2. Les crédits à l'économie.....	19
3.3. Les réserves obligatoires.....	19
4. Les limites de la création monétaire.....	19
4.1. Limites liée à la demande de crédit.....	20
4.2. Les besoins de liquidités des banques.....	20
4.3. L'intervention de la banque centrale.....	21
Conclusion.....	22
<b>Chapitre II : Présentation de la politique monétaire.....</b>	<b>23</b>
Introduction.....	23
<b>Section 01 : La politique monétaire selon les approches de la théorie économique.....</b>	<b>23</b>
1. Définition de la politique monétaire.....	23
2. La politique monétaire dans les écoles de pensée.....	24
2.1. La conception classique et néoclassique.....	24

2.1.1. L'influence de la politique monétaire sur le secteur monétaire.....	25
2.1.2. L'influence de la politique monétaire sur le secteur réel.....	25
<b>2.2. La conception keynésienne.....</b>	<b>26</b>
2.2.1. La critique keynésienne du model classique et néoclassique.....	27
2.2.2. Le mécanisme de la politique monétaire keynésienne.....	27
<b>2.3. La conception monétariste.....</b>	<b>28</b>
<b>Section 2 : Objectifs, instruments et canaux de transmission.....</b>	<b>30</b>
<b>de la politique monétaire</b>	
1. Les objectifs de la politique monétaire.....	30
1.1. Les objectifs finaux.....	30
1.1.1. La croissance économique.....	32
1.1.2. Le plein emploi.....	32
1.1.3. La stabilité des prix.....	32
1.1.4. L'équilibre extérieur.....	33
1.2. Les objectifs intermédiaires.....	33
1.2.1. La croissance de la masse monétaire.....	34
1.2.2. Le niveau de taux d'intérêt.....	34
1.2.3. Le niveau de taux de change.....	34
1.2.4. L'allocation de ressources financières.....	35
2. Les instruments de la politique monétaire.....	35
2.1. Les instruments directs.....	35
2.1.1. L'encadrement du crédit.....	36

2.1.2. La sélectivité du crédit.....	36
2.2. Les instruments Indirects.....	37
2.2.1. Le réescompte.....	37
2.2.2. Les réserves obligatoires.....	38
2.2.3. L'open market.....	38
3. Les canaux de transmission de la politique monétaire.....	38
3.1. Canal des taux d'intérêt.....	39
3.2. Le canal de prix des autres actifs.....	41
3.2.1. Le canal du cours des actions et le « q » de Tobin.....	41
3.2.2. Le canal du taux de change.....	42
3.3. Le canal du crédit.....	43
3.3.1. Le canal du crédit bancaire.....	43
3.3.2. Le canal du bilan.....	44
Conclusion.....	45
<b>Chapitre III : L'analyse de la création monétaire : le cas de l'Algérie.....</b>	<b>46</b>
Introduction.....	46
<b>Section 01 : L'impact du prix du pétrole sur les .....</b>	<b>46</b>
<b>indicateurs économiques en Algérie</b>	
1. Le rôle des hydrocarbures dans l'économie algérienne.....	47
2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les variables monétaires.....	48
2.1. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les équilibres monétaires.....	52
2.2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les crédits à l'économie.....	54
3. L'évolution du taux d'inflation.....	55



<b>Section2 :L'évaluation de la situation monétaire en Algérie.....</b>	<b>57</b>
1. L'évolution de la masse monétaire(M2) et le PIB.....	58
2. Les sources de la création monétaire.....	62
3. La structure de la masse monétaire.....	67
4. La répartition du crédit à l'économie par maturité.....	69
5. Évolution de la liquidité bancaire en Algérie.....	71
6. La répartition du financement de la banque d'Algérie.....	73
Conclusion.....	74
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>76</b>

## **Bibliographie**

## **Liste des tableaux**

## **Liste des figures**

## **Résumé**

*La monnaie est une composante essentielle de l'économie d'un pays, notamment celle de l'Algérie, pour cela il est nécessaire de favoriser sa création.*

*A ce titre, l'objet central de notre travail porte sur l'analyse de la création monétaire en Algérie.*

*Après avoir effectué cette analyse, on constate que l'économie algérienne dépend des prix des hydrocarbures, où ces derniers ont une influence directe sur les sources de la création monétaire en Algérie. Ils influencent également le reste des indicateurs économiques ; en 2018 ils représentent 96% des exportations du pays, 21% du PIB et 43% des recettes fiscales.*

*Par ailleurs, l'évolution de la situation monétaire en Algérie se traduit par une forte expansion de la masse monétaire, où la contrepartie avoirs extérieurs représente la source principale de la création monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies.*

**Mots clés :** *la création monétaire, la politique monétaire, la masse monétaire.*

## **Summary**

*The currency is an essential component of a country's economy, especially in Algeria for that it is necessary to support its creation.*

*As such, the central object of our work is the analysis of the monetary creation in Algeria.*

*After having carried out this analysis, we note that the Algerian economy depends on the prices of hydrocarbons, where the latter have a direct influence on the sources of the monetary creation in Algeria. They also influence the rest of the economic indicators; in 2018 they represent 96% of the country's exports, 21% of GDP and 43% of tax revenues.*

*Moreover, the evolution of the monetary situation in Algeria is reflected in a strong expansion of the money supply, where the counterparty external assets represent the main source of monetary creation in Algeria during the last two decades.*

**Key words:** *money creation, monetary policy, money supply.*

